

PATRIMOINE DE L'HUMANITÉ

CONTINUITÉ

Le magazine du patrimoine au Québec

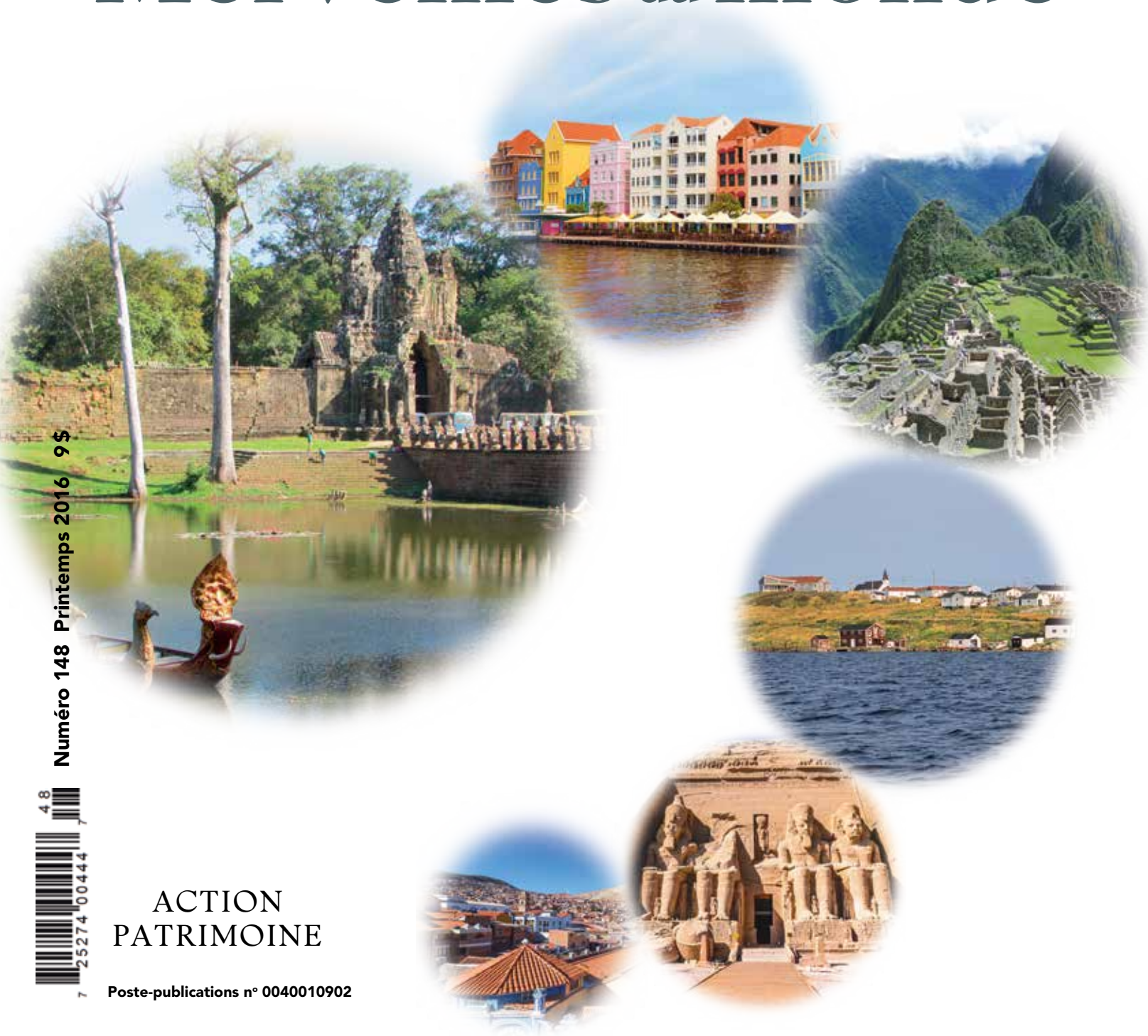
Merveilles du monde

Numéro 148 Printemps 2016 9\$



ACTION
PATRIMOINE

Poste-publications n° 0040010902



125^e

CÉLÉBRONS LE 125^E ANNIVERSAIRE DE NAISSANCE D'UN JOYAU DE NOTRE PATRIMOINE CULTUREL!



ENTREZ DANS L'UNIVERS DE L'ARTISTE ET DÉCOUVREZ SON ATELIER À COUPER LE SOUFFLE!

« RODOLPHE DUGUAY, PEINTRE ET GRAVEUR »

Exposition de ses gravures, dessins, aquarelles et huiles.

PHOTOGRAPHIES ET TECHNIQUES MIXTES

Les paysages de Rodolphe Duguay
revus par Renée Frigon et Robert Myrand.

ACTIVITÉS ET FESTIVITÉS À NE PAS MANQUER

En l'honneur de Rodolphe Duguay.



Maison et atelier
Rodolphe-Duguay
Arts visuels | Patrimoine

PROGRAMMATION COMPLÈTE DU 125^E AU
WWW.RODOLPHEDUGUAY.COM

195, rang Saint-Alexis,
Nicolet (Québec) J3T 1T5
819 293-4103 | [f](#) [p](#)

Canada



MERVEILLES DU MONDE

Printemps 2016

Chroniques

Billet 5

Nouvelles 6

Conservation 9

L'autel de la restauration

Coup de cœur 12

Défi monumental



Arrêt sur image 16

Un air de famille

DOSSIER

Merveilles du monde 19

Patrimoine de l'humanité
par Christina Cameron 20

Démarche de classe mondiale
par Christina Cameron 23



L'effet patrimoine mondial
par Lucie K. Morisset 26

Québec ou le patrimoine augmenté
par Lucie K. Morisset 30

Arequipa, au Pérou
Quand l'inscription patrimoniale transforme
par Mathieu Dormaels 35

Héritage en danger
par Valérie Gaudreau 38

Trésors nationaux
par Arianne Marin-Perreault 42

Éducation au patrimoine à Angkor
Journal d'une coopérante
par Blandine Clerget 46

Chroniques

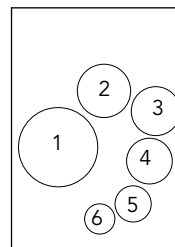
Initiative 50

Cathédrale Saint-Germain de Rimouski
Un avenir en perspective

Publications 54

Point de mire 56

Photos:



- 1- Angkor, Blandine Clerget
- 2- Willemstad, kjorgen, iStock
- 3- Machu Picchu, Marcel Krol, iStock
- 4- Red Bay, John McQuarrie, Parcs Canada
- 5- Abou Simbel, Siempreverde22, iStock
- 6- Potosí, DC Colombia, iStock

À lire au
magazinecontinue.com

Rodolphe Duguay
L'atelier du peintre nicolétain

Sites du patrimoine mondial canadiens
Des communautés impliquées



^ avant

< après

Une expertise unique au service du patrimoine

La plus importante équipe de restaurateurs professionnels au Québec

Sculptures | Peintures | Bois et meubles
Métal-pierre | Monuments historiques | Textiles
Archéologie-ethnologie | Papier et livres
Patrimoine bâti | Photographies
Éléments architecturaux
Urgence en cas de sinistre

418.643.7001

www.ccq.gouv.qc.ca



ENSEMBLE 
on fait avancer le Québec

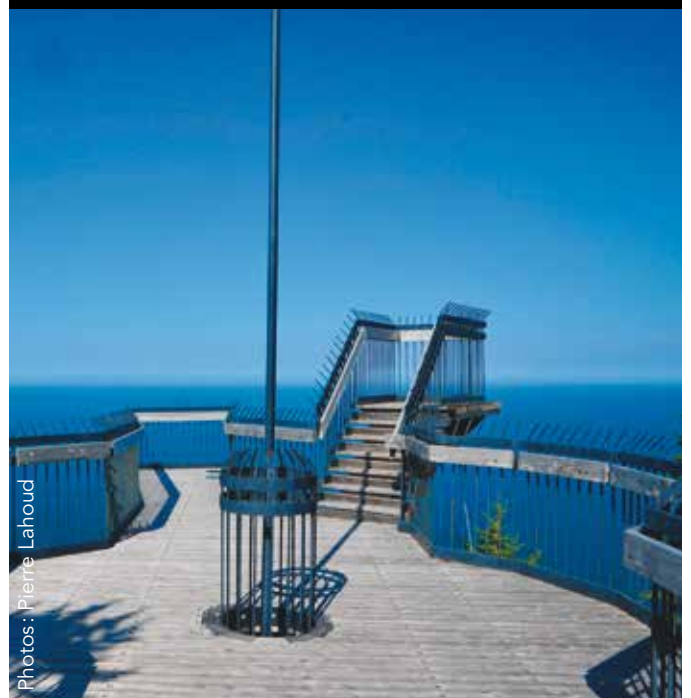
Centre
de conservation
Québec 

CONTINUITÉ

NE MANQUEZ PAS NOTRE
PROCHAIN NUMÉRO



Les belvédères



Photos : Pierre Lahoud

EN KIOSQUE EN JUIN

CONTINUITÉ

Le magazine **Continuité** est un trimestriel publié par les Éditions Continuité inc. Fondé en 1982 par le Conseil des monuments et sites du Québec (aujourd'hui Action patrimoine), **Continuité** bénéficie de l'appui d'Action patrimoine, du Conseil des arts et des lettres du Québec, du Service de la culture de la Ville de Québec et de la Fondation québécoise du patrimoine. Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien.

Continuité est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP) et il est répertorié dans Repère, l'Index des périodiques canadiens et Hiscabeq.

Les anciens numéros de **Continuité** sont disponibles en ligne au erudit.org.

Abonnement (4 numéros par année)

36,79 \$ pour 1 an • 68,99 \$ pour 2 ans

Conseil d'administration :

Paul St-Laurent (président),
Guy Drouin (vice-président),
Martin Imbeault, Louise Mercier
et France Rémillard

Comité de rédaction : Clermont Bourget,
Réal D'Amours, Marie-Josée Deschênes,
Patrice Groulx, Pierre Lahoud,
Louise Mercier et François Varin

Rédactrice en chef : Josiane Ouellet

Rédaction et révision : Bla bla rédaction

Correctrice d'épreuves : Annie Paré

Graphiste : Lydie Colaye

Représentant publicitaire : Yves Vallières

Service des abonnements : SODEP

Comptabilité : Guillaume Daguet

Numérisation : Langis Clavet

Impression : Deschamps Impression

Distribution postale : Les ateliers TAQ

Vente en kiosque : LMPI

Correspondance :

Éditions Continuité inc.

82, Grande Allée Ouest

Québec (Québec) G1R 2G6

Téléphone : 418 647-4525

Courriel : continuite@magazinecontinuite.qc.ca

Site Web : magazinecontinuite.com

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN-0714-9476 / ISBN 978-2-922527-48-3 (pdf)

Toute reproduction ou adaptation interdite

sans l'autorisation de **Continuité**

Poste-publications n° 0040010902

Port payé à Québec

Parution : mars 2016

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, chapeaux, sous-titres, intertitres, légendes et le choix des illustrations sont généralement de la rédaction. Le générique masculin est employé dans le seul souci d'alléger le texte.

Le magazine **Continuité** n'est pas responsable de la qualité des services offerts par les entreprises qui s'annoncent dans ses pages.

CE QUI NOUS UNIT

En mai dernier, la cité antique de Palmyre, un important site archéologique de Syrie, tombait aux mains du groupe armé État islamique. Trois mois plus tard, on apprenait la destruction de deux de ses monuments : les temples de Bel et de Baalshamin. Puis, en octobre, celle de son arc de triomphe.

Palmyre figure à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1980 et à la Liste du patrimoine en péril depuis 2013. Comme l'indique le site Web de l'organisme, cette oasis située au nord-est de Damas abrite les ruines d'une grande ville qui a été au centre du commerce entre l'Empire romain et la Perse, l'Inde et la Chine durant l'Antiquité. Aux I^{er} et II^e siècles, son art et son architecture ont allié techniques gréco-romaines, traditions locales et influences de la Perse. Et voilà qu'en 2015, certains de ses joyaux ont été anéantis...

Cet exemple n'est malheureusement pas unique. Nous avons vu disparaître d'importants témoins historiques au cours des dernières années. Pensons seulement aux bouddhas géants de Bamiyan, rasés par les talibans en 2001.

On ne peut comparer ces pertes à celle des nombreuses vies humaines fauchées ou brisées par les conflits tragiques qui déchirent plusieurs régions de la planète. N'empêche que ces tristes événements nous rappellent la fragilité du patrimoine mondial. Surtout, ils mettent en lumière sa grande valeur et l'importance de le protéger.

Cet héritage, nous le partageons tous. Commun à l'humanité entière, il révèle ce qui nous unit. Et avec son message rassembleur, il tient tête à ceux qui sèment la division.

Pour toutes ces raisons, l'équipe de *Continuité* a décidé de consacrer son numéro de printemps au patrimoine mondial. Non seulement afin d'aborder les périls qui le guettent, mais aussi pour rappeler comment la convention de l'UNESCO a vu le jour, expliquer le fonctionnement de ce processus de reconnaissance, explorer les effets de ce label sur les sites visés et faire découvrir des sites fascinants, des initiatives inspirantes.

Attachez votre ceinture et profitez bien du voyage !



Josiane Ouellet

LUMIÈRE SUR L'HISTOIRE DE MONTRÉAL



Source: Montréal en histoires

À partir du 18 mai et jusqu'en 2019, l'œuvre *Cité mémoire* illuminera le Vieux-Montréal et le Vieux-Port de Montréal 10 mois par année. Conçue par Michel Lemieux et Victor Pilon (*Toruk*), en collaboration avec le dramaturge Michel Marc Bouchard (*Tom à la ferme*), la création réunira 19 tableaux (22 en 2017) projetés sur des murs, des arbres ou le sol. Elle relatera l'histoire de la métropole et intégrera des personnages qui en ont été témoins (Marguerite Bourgeoys, des jazzmen du Red Light, Jackie Robinson, Maurice Richard, etc.). L'application mobile *Montréal en histoire* (disponible depuis

l'été 2015) permettra d'écouter les contenus dramaturgiques et les mises en contexte historiques de *Cité mémoire*. En attendant, elle propose déjà aux utilisateurs des parcours technohistoriques incluant 50 points d'intérêt et 12 expériences en réalité augmentée.

ÉLUS, suivez le guide !

La MRC de Pontiac lançait récemment le Guide du patrimoine destiné aux élus du Pontiac. Cet ouvrage, le premier du genre au Québec, invite les municipalités à miser sur ce qui rend leur milieu différent, à investir dans l'amélioration de ses éléments naturels et culturels distinctifs afin d'attirer les travailleurs et les entreprises dans leur région. Il traite des lois et règlements dont elles disposent pour ce faire, en plus de proposer dans une esquisse des améliorations pour la rue principale de chaque municipalité et de se pencher sur des initiatives capables d'augmenter la qualité visuelle des villages. Pour aider les municipalités à réaliser certains des projets suggérés, la MRC a mis de côté une somme de 34 000 \$ et offre un soutien technique.

RENAISSANCE pour la Maison Plamondon



Photo : Didier Ouellet

Datant de 1908, la Maison Plamondon de Saint-Raymond, dans Portneuf, a retrouvé son lustre d'antan. Il ne reste que la peinture et l'aménagement extérieur à compléter. Augustine Plamondon, qui a enseigné le piano à l'auteur-compositeur Luc Plamondon, y a habité jusqu'à sa mort en 2009. Après quoi son ancien élève a acheté la résidence pour en faire don à la Municipalité. Il a fallu cinq ans et demi de travail à la Fondation Plamondon pour restaurer et mettre en valeur ce bâtiment patrimonial. La participation du ministère de la Culture et des Communi-

cations, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, de la Ville de Saint-Raymond, de plusieurs commanditaires et de la population a permis d'amasser les 709 000 \$ nécessaires à la réalisation de ce projet. Une journée portes ouvertes a eu lieu en février, avant l'inauguration officielle prévue cet été. La maison accueillera d'abord une exposition temporaire sur l'histoire industrielle de la ville, puis, à la fin de l'année, une exposition permanente rendant hommage aux grands bâtisseurs de l'endroit. Des récitals, des ateliers d'écriture, des cours de musique et d'autres activités culturelles s'ajouteront également à la programmation au fil du temps.

De l'aide pour les ÉGLISES modernes

Cet automne, *Continuité* publiait sur le Web un texte de l'historienne de l'architecture moderne Marie-Dina Salvione (onglet « Collection » au sommaire du numéro 146). Dans le contexte de la démolition imminente de l'église Notre-Dame-de-Fatima à Saguenay, l'auteure rappelait la grande valeur patrimoniale de ce bâtiment original. À ce moment, le programme d'aide financière à la rénovation de lieux de culte du ministère de la Culture et des Communications visait uniquement les édifices d'avant 1945. Ce qui faisait des églises modernes comme Notre-Dame-de-Fatima et Saint-Gérard-Majella, à Saint-Jean-sur-le-Richelieu (voir « Témoins modernes : défier la fatalité », p. 56), des laissées pour compte. Mais plus maintenant. Selon une annonce de la ministre Hélène David, le programme s'étendra désormais aux lieux de culte bâtis entre 1945 et 1975. Sans compter qu'en plus des églises classées en vertu de la Loi sur le patrimoine, les églises cotées A et qualifiées d'incontournables par le Conseil du patrimoine religieux pourront elles aussi se prévaloir de ce programme (cela concerne une quarantaine de lieux de culte modernes au Québec).

AGENDA

Concert d'HOMMAGES

L'année 2016 marque le 125^e anniversaire de naissance du peintre et graveur Rodolphe Duguay. Profitant de l'occasion, la Maison et atelier Rodolphe-Duguay, à Nicolet, a préparé une programmation spéciale et multiplié les partenariats pour rendre dignement hommage à l'artiste.



Source : Musée des religions du monde

Jusqu'au 12 septembre prochain, le Musée des religions du monde de Nicolet présente *Rodolphe Duguay, du paysage à la prière*, une exposition regroupant 71 œuvres (huiles, gravures sur bois, pastels, fusains et dessins) qui témoignent de la cohabitation d'inspirations religieuses et profanes dans le travail de cet artiste fasciné par la nature et les paysages. Du 28 avril jusqu'à la fin de l'année, le Musée québécois de culture populaire de Trois-Rivières accueillera *Rodolphe Duguay, regards contemporains*. Dans cette expo présentée en collaboration avec la Biennale internationale d'estampe contemporaine de Trois-Rivières, une dizaine d'artistes de la gravure (dont cinq internationaux) s'inspirent de gravures choisies de Rodolphe Duguay pour créer une œuvre contemporaine. Du côté de la Maison et atelier Rodolphe-Duguay, les festivités s'ouvriront le 22 mai avec l'exposition *Rodolphe-Duguay, peintre et graveur* (jusqu'au 4 septembre) et se poursuivront avec l'exposition de photographies *Les paysages de Rodolphe Duguay recus par Renée Frigon et Robert Myrand*, deux photographes de Nicolet (du 11 septembre au 9 octobre), et d'autres activités variées. Enfin, le premier étage du Musée Hôtel des Postes de Victoriaville accueillera l'exposition *Rodolphe Duguay, œuvres choisies* du 2 juin au 25 septembre. Info : 819 293-4103 ou rodolpheduguay.com

RENDEZ-VOUS patrimonial

Le troisième congrès bisannuel de l'Association of Critical Heritage Studies se tiendra à Montréal du 3 au 8 juin prochain sous le thème «Le patrimoine, ça change quoi?». Organisé sous la direction de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain de l'UQAM, en collaboration avec le Centre d'histoire orale et de récits numérisés de l'Université Concordia, l'événement abordera le patrimoine en tant que phénomène, symptôme, effet ou catalyseur. On s'y penchera sur différents aspects du patrimoine : usages et conflits, fabricants, conceptions, échelle mondiale et locale, justice et droit, épistémologie, pédagogie et méthodes.

HONNEURS

Des EFFORTS remarquables

La Ville de Québec a remis en décembre ses Mérites d'architecture 2015. Le travail réalisé par Sonia Larouche et France Simard sur la grange-étable située au 1255, côte des Érables a été salué par le prix de la catégorie Patrimoine (dans un site patrimonial). Une mention a aussi été remise à l'église unie Chalmers-Wesley, qui a connu trois phases de restauration en cinq ans. Dans la catégorie Patrimoine (hors d'un site patrimonial), le prix a souligné la renaissance de la maison centenaire Robitaille, un témoin de l'architecture éclectique de l'ère victorienne sis au 3716, boulevard Sainte-Anne. Enfin, le prix de la catégorie Entretien et préservation a été décerné à Martin Dubois et Martin Pelletier pour leurs interventions sur la maison d'inspiration vernaculaire américaine de la famille Bussiès située au 1365, rue Frontenac.



Maison Robitaille, avant et après sa restauration

Source : Ville de Québec

RESTAURER, recycler, agrandir

Les Prix d'excellence en architecture 2015 de l'Ordre des architectes du Québec (OAQ) ont récompensé 16 projets, dont celui de la Maison William-Notman à Montréal (Sid Lee Architecture) dans la catégorie Conservation et restauration et celui de la Bibliothèque Monique-Corriveau à Québec (Dan Hanganu + Côté Leahy Cardas architectes) dans la catégorie Reconversion et recyclage. Le Prix du public a pour sa part récompensé le Collège Saint-Louis (Marosi Troy et Jodoin Lamarre Pratte), où agrandissement contemporain et restauration sont combinés. Le livre-souvenir 2015 peut être consulté sur le site Web de l'OAQ (oaa.com). On y trouve, pour chaque projet, les commentaires du jury ainsi que plusieurs illustrations (photos, plans, esquisses).



Maison William-Notman

Photo : Stéphane Brugger

EXPOSITIONS



Photo: Jacques Beardsell

L'histoire à la TRACE

Pointe-à-Callière, le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, présente, jusqu'au 8 janvier 2017, la première grande exposition entièrement consacrée à l'archéologie québécoise. *Fragments d'humanité. Archéologie du Québec* réunit quelque 350 pièces, dont certaines sortent pour la première fois de la Réserve d'archéologie du ministère de la Culture et des Communications. Une quinzaine d'autres organismes ont prêté des objets, dont le Musée des Ursulines de Trois-Rivières, qui conserve la collection archéologique Bécancour, la plus ancienne du genre au Canada. Ces artefacts, dont plusieurs n'ont jamais été présentés au public, racontent notre histoire en quatre parties. La première s'intéresse à

l'époque antérieure à l'arrivée des Européens sur le territoire québécois; la deuxième, aux échanges et au commerce des XVI^e et XVII^e siècles; la troisième, à la vie quotidienne (alimentation et art de la table, hygiène ainsi que jeux et jouets) aux XVIII^e et XIX^e siècles; et la quatrième, aux vestiges de cinq épaves (*Elizabeth and Mary, Machault, Auguste, Empress of Ireland* et *Lady Sherbrooke*) mis au jour grâce à l'archéologie subaquatique. Certaines pièces ont été restaurées spécialement pour l'occasion, notamment des jarres découvertes sur les sites basques de l'île du Petit Mécatina en Basse-Côte-Nord. Parmi les incontournables, la pirogue amérindienne préhistorique retrouvée dans un lac de Lanaudière au milieu des années 1980 en impressionnera certainement plus d'un.

Info: 514 872-9150 ou <http://www.pacmusee.qc.ca/>



Photo: Caroline Bergeron

Jouer sur plusieurs TABLEAUX

L'exposition *Main d'œuvre. Les ateliers d'arts graphiques (1947-1956) – Roland Giguère et les Éditions Erta (1949-1992)* rend hommage à toutes les facettes de l'œuvre de ce poète, graphiste, peintre, imprimeur et éditeur. Lauréat de deux Prix du Québec, l'artiste a révolutionné l'édition littéraire québécoise et marqué les arts visuels par son œuvre graphique. Des poèmes récités sur vidéo côtoient ici leur version manuscrite, tandis que des œuvres d'amis, de professeurs, d'écrivains, de peintres et d'artisans voisinent avec

les créations de Roland Giguère. Des peintures, dessins, lithographies, sérigraphies, livres d'artistes, photos, vidéos et manuscrits rappellent aux visiteurs des jalons essentiels de l'histoire culturelle, politique et sociale du Québec, notamment l'effervescence qui a précédé la Révolution tranquille. Pour toute l'année 2016, à la Médiathèque littéraire Gaëtan Dostie.

Info: 514 861-0880 ou mlgd.ca

SUR LE WEB

TRÉSOR numérisé

Le Conseil des arts du Canada a récemment relancé son site Webbanquedart.ca. On y trouve 17 000 œuvres d'art canadiennes acquises par l'organisme au cours des 50 dernières années, soit la plus grande collection du genre en ligne. On peut faire des recherches dans la collection, créer sa propre galerie, partager ses trouvailles avec des amis et même louer des œuvres.

**Pour plus de nouvelles,
suivez-nous à
magazinecontinuite.com
et sur les réseaux sociaux**



L'AUTEL DE LA RESTAURATION

Acquis en 2009 par le Musée des beaux-arts de Montréal, l'ancien autel du Sacré-Cœur des Sœurs grises de Montréal est maintenant soumis à une restauration en profondeur. Un des plus longs chantiers jamais entrepris par le Centre de conservation du Québec, en 36 ans d'existence !

par Claude Payer

Philippe Liébert a sans doute reçu une solide formation artistique dans sa région natale de Nemours, près de Fontainebleau, en France. C'est cependant en tant que militaire au sein des troupes françaises qu'il arrive en Nouvelle-France. Démobilisé en 1760 dans la région de Montréal, il épouse l'année suivante Marie-Françoise Lenoir et devient ainsi le cousin par alliance d'Antoine Cirier (1718-1798), un sculpteur d'une quinzaine d'années son aîné, né à Pointe-aux-Trembles. Ce dernier a déjà à son actif plusieurs réalisations dans les églises et chapelles de la région, des ouvrages de style rocaille, remarquables par leurs formes sinueuses et asymétriques. Il guide le jeune Liébert et influencera son style, l'amenant tout au long de sa carrière à créer des décors et des meubles liturgiques dans le même esprit.

Liébert pratique son art pendant une quinzaine d'années avant de reprendre du service, cette fois pour la défense de l'indépendance américaine. À son retour des États-Unis, les Sœurs de la charité – ou Sœurs grises – mettent à sa disposition un espace de travail dans un bâtiment annexe de l'Hôpital général de Montréal, hors de l'enceinte de la



ville (près de l'actuelle place D'Youville). Le sculpteur y réalise, pour leur chapelle, un majestueux maître-autel. De 2002 à 2014, cet ouvrage a eu droit à une restauration majeure au Centre de conservation du Québec (CCQ): 15 restaurateurs y ont investi 8000 heures

de travail. Il figure aujourd'hui dans la collection du Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ). Peu de temps après ce maître-autel, Liébert façonne, pour la même chapelle, l'autel latéral du Sacré-Cœur. Une inscription peinte ultérieurement sur le meuble rappelle

L'autel du Sacré-Cœur de l'ancien Hôpital général des Sœurs grises de Montréal avant sa restauration; il faudra encore quelques années de travail pour qu'il retrouve dorures et marbrures d'origine.

Photo: Jacques Beardsell, CCQ



Dès les années 1740, Antoine Cirier conçoit pour l'église de Pointe-aux-Trembles (détruite dans un incendie le 21 février 1937) deux tabernacles finement ornés de motifs rocaille. Ils serviront d'inspiration à Philippe Liébert dans la conception de tabernacles latéraux.

Source : Bibliothèque de l'Université McGill, coll. d'architecture canadienne, fonds Ramsay-Traquair



La marbrure bleu de Prusse de l'autel en tombeau apparaît progressivement, alors que Claude Belleau, restaurateur au CCQ, retire les deux niveaux de marbrures qui la couvrent.

Photo : Claude Payer, CCQ

son origine: «Ancien Autel – 1^{ère} Maison-Mère. Fait et donné par Ph. Liébert, sculpt. en 1790». Le CCQ a aujourd'hui pour mission de le montrer sous son véritable jour.

UN OUVRAGE EXEMPLAIRE

Dans la tradition catholique, le tabernacle, ou armoire aux saintes espèces, donne aussi son nom à la petite architecture, parée de scènes religieuses et d'une variété d'ornements, dont il occupe le centre. Ici, Liébert sculpte trois personnages en relief sur des panneaux cintrés: au milieu, sur la porte de l'armoire, le Bon Pasteur tenant un agneau sur ses épaules; de part et d'autre, sainte Marguerite d'Antioche, patronne de Marguerite d'Youville, fondatrice de la communauté des Sœurs grises, et saint Augustin, dont les religieuses suivent la règle de vie communautaire. Le tabernacle repose sur l'autel proprement dit, c'est-à-dire la table où le prêtre célébrait, autrefois, l'eucharistie. Liébert est, avec François Baillairgé, l'un des premiers sculpteurs à importer de France au Québec la mode des autels galbés, des meubles inspirés des consoles françaises du XVII^e siècle. On emploie souvent, pour les désigner, les termes *autel en tombeau* ou *tombeau*. Orné d'un cœur enflammé, symbole de la communauté, l'autel que l'artiste a créé pour les Sœurs grises comporte en outre de magnifiques têtes d'angelots ailés surmontant des pattes de lion, ainsi qu'un délicat saint Jean Baptiste enfant, tout en bas. Les autorités religieuses accueillent favorablement cette œuvre de maturité, empreinte d'équilibre et de finesse. Elles en commande-

ront au sculpteur des variantes pour diverses paroisses, dont Saint-Martin de l'île Jésus et Saint-Michel de Vaudreuil. Au fil du temps, les apprentis de l'artiste, devenus eux-mêmes maîtres sculpteurs, trouveront dans l'autel du Sacré-Cœur et ses déclinaisons l'inspiration pour de nombreux ouvrages. L'ensemble est façonné en pin, en noyer et en tilleul. Une fois la sculpture et l'assemblage terminés, le bois est couvert d'un revêtement ornemental. Les parties peintes du tombeau imitent le marbre bleu, et ses parties sculptées sont dorées sur mixtion, c'est-à-dire couvertes de feuilles d'or fixées par un adhésif à base d'huile et de résine; le tabernacle est entièrement doré selon la même technique. Au gré des modes, peintures et dorures seront refaites, ces interventions masquant la polychromie d'origine. Ainsi, la feuille d'or sera peinte en crème et recouverte de bronzine (de la peinture couleur bronze). La belle marbrure aux tons de bleu de Prusse sera cachée par une autre, celle-là veinée d'improbables couleurs vives. Ultérieurement, des teintes blanc-gris, maintenant jaunies, viendront suggérer le marbre de Carrare.

EN QUÊTE D'AUTHENTICITÉ

Entreprise dès l'acquisition de l'autel par le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) en 2009, la restauration en cours vise à retirer les surpeints et à remettre au jour les dorures et marbrures de 1790 qui sont toujours présentes, bien cachées sous les couches plus récentes. Pour des raisons techniques, le dégagement d'une dorure sur mixtion est généralement impraticable. Dans ce

cas-ci, heureusement, la qualité de la dorure et la faible adhérence du surpeint rendent possible l'opération, toutefois longue et complexe. Le Musée ne disposant pas d'une équipe suffisante pour réaliser un traitement d'une telle envergure, le CCQ a accepté d'assumer les travaux. Le Conseil du patrimoine culturel du Québec, qui reconnaît dans le travail de Liébert une œuvre majeure de la sculpture montréalaise de la fin du XVIII^e siècle, a avalisé le projet.

Afin de faciliter le dégagement, les restaurateurs du CCQ ont d'abord démonté l'ouvrage. Pour le retrait des surpeints, ils disposent d'un équipement semblable à celui des chirurgiens : scalpels, lunettes-loupes et même microscope binoculaire. Ils devront ensuite remédier aux éraflures et usures du bois et des revêtements. Des retouches de couleur viendront ainsi corriger les lacunes. Sous réserve d'un accord avec le conservateur de la collection, certains éléments disparus au fil du temps, en particulier des feuilles et des fleurs appliquées, seront refaits à l'identique. Toutes ces opéra-

tions visent à redonner à cette œuvre d'art un maximum d'authenticité, pour nous permettre de mieux la comprendre et de mieux l'apprécier.

Les reliefs de sainte Marguerite et de saint Augustin, déjà restaurés, sont exposés dans le pavillon d'art québécois et canadien Claire et Marc Bourgie du MBAM. Les experts de l'atelier des sculptures du CCQ poursuivront pendant quelques années encore leur travail sur les autres parties du meuble liturgique. Ce grand chantier s'inscrit dans une longue lignée de restaurations d'envergure menées sur des tabernacles et autels québécois. L'objet de la toute

première d'entre elles était d'ailleurs, dans les années 1980, un tabernacle de Philippe Liébert, celui du maître-autel de l'église de la Purification de Repentigny (1761) – l'autel proprement dit étant de l'atelier des Écores (1808). La plus récente, terminée en 2015, est celle du maître-autel de l'église Sainte-Famille de Boucherville, un majestueux tabernacle de Gilles Bolvin (1745) et un tombeau de l'atelier des Écores (1802).

Claude Payer est restaurateur de sculptures au Centre de conservation du Québec.

Synthèse historique

Le CCQ et le MNBAQ préparent en collaboration une synthèse sur les tabernacles du Québec des XVII^e et XVIII^e siècles, appuyée sur le savoir technique des restaurateurs et des historiens de l'art. Les travaux des sculpteurs Philippe Liébert et Antoine Cirier y seront présentés, comme ceux des Levasseur et Baillairgé, entre autres. Fruit de plus de 20 ans de recherche, l'ouvrage de référence contribuera à l'appréciation, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine religieux mobilier d'ici, le magnifique art de la sculpture s'y exprimant dans le meuble le plus précieux de l'église. Publié par Les Publications du Québec au printemps 2016, *Les tabernacles du Québec des XVII^e et XVIII^e siècles* contiendra en outre un répertoire des 84 tabernacles complets disséminés sur le territoire québécois, mais également en Ontario et aux États-Unis.



Le relief de Marguerite d'Antioche, après restauration, avec sa dorure d'origine débarrassée des surpeints

Photo : Guy Couture, CCQ

patri·arch
patrimoine & architecture

1365, rue Frontenac
Québec (Québec) G1S 2S6
Tél. et téléc. : 418.648.9090
www.patri-arch.com



RURALYS

Un centre d'expertise
et d'animation en
patrimoine



- Diagnostic, caractérisation, étude d'impact en paysages
- Plan d'aménagement et de mise en valeur
- Étude de potentiel, inventaire et fouille archéologique
- Inventaire, recherche et développement en patrimoine végétal
- Inventaire et caractérisation du patrimoine bâti
- Conception et réalisation d'outils médiatiques
- Recherches en histoire et savoir-faire traditionnels
- Animation et formation

1650, rue de la Ferme,
Sainte-Anne de-la-Pocatière(Qc) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856 6251 / Télécopieur : 418 856 4399

www.ruralys.org
info@ruralys.org



DÉFI MONUMENTAL

En 2013, la statue de Madeleine de Verchères si chère au cœur des Verchérois et Verchéroises a eu 100 ans. L'occasion était belle pour lui offrir une cure de jeunesse ! Retour sur cette opération d'envergure que Parcs Canada a menée avec la collaboration de la Municipalité de Verchères et des professionnels de Heritage Grade.

par Martin Massicotte,
Sébastien Bachmann
et Mark Jones

Depuis plus d'un siècle, une statue signée Louis-Philippe Hébert se dresse, altière, dans un verdoyant parc de Verchères en bordure du fleuve Saint-Laurent. Elle honore la mémoire de Madeleine de Verchères, cette jeune héroïne de la Nouvelle-France à qui l'on attribue la défense du fort de l'endroit contre des Iroquois en 1692.

Avec un poids de plus de 4 tonnes et une hauteur supérieure à 6 mètres, le monument compte parmi les plus imposantes statues de bronze au Canada. Il s'agit même de la plus grande statue de bronze dédiée à une femme au pays. Son piédestal de pierre, carré, fait 4,87 m de côté et 9,14 m de haut. Il évoque les tours avec créneaux

et meurtrières des forts français du XVII^e siècle.

Le gouvernement du Canada a commandé ce bronze de 9 mm d'épaisseur au sculpteur québécois le 10 novembre 1911. Moulée par les Établissements métallurgiques A. Durenne de la région parisienne, l'œuvre a été apportée par bateau en pièces détachées jusqu'à Verchères, où elle a été inaugurée le 21 septembre 1913.

INTERVENTIONS NÉCESSAIRES

Le projet de restauration a commencé en 2012, avec la réparation du socle. Il s'est poursuivi jusqu'en 2015, moment de la réfection de la statue elle-même.

Il a pris forme quand la Municipalité de Verchères, désireuse de souligner dignement le 100^e anniversaire de ce monument désigné lieu historique national du Canada en



Le jour de son départ vers la fonderie pour être restaurée, la statue de Madeleine de Verchères portait toujours les marques ayant servi à son examen préliminaire par imagerie 3D.

Photos: Linda Turgeon

1923, a pris contact avec Parcs Canada, propriétaire de la statue. Le socle avait bien besoin d'être réparé. Les joints de ciment souffraient, quelques fissures étaient apparues et des moellons en pierres des champs se détachaient.

Parcs Canada a alors fait appel à des spécialistes en conservation pour obtenir un diagnostic

plus poussé des problèmes à corriger sur le socle et la statue. Les méthodes de pointe utilisées pour ce faire font penser à celles de la médecine moderne: une arthroscopie a servi à évaluer la condition interne des jambes de la statue, une résonance magnétique a montré l'état de ses ancrages et une imagerie 3D a

permis de déterminer la meilleure façon d'intervenir. Les données préliminaires recueillies ont révélé des déficiences dans la structure de bronze, ce qui a amené Parcs Canada à conclure à la nécessité de « déposer » la statue, c'est-à-dire de la retirer de son socle, à plus de 9 m dans les airs, afin de procéder à des réparations en atelier. Décider d'aller de l'avant avec cette option n'a pas été facile, car une telle intervention est délicate. Parcs Canada a confié l'opération à la firme Heritage Grade, reconnue pour son savoir-faire avec les statues de bronze, au terme d'un appel d'offres.

compte du modelé, du réseau de joints d'assemblage et de la distribution de la masse. On veut éviter que le levage soumette des jonctions ou des zones vulnérables à des tensions pour lesquelles elles ne sont pas conçues. On soulève ensuite le bronze à l'aide d'une grue et on le dépose sur la plateforme d'un camion, en position debout ou couchée, sur des supports mous et non abrasifs. Mais impossible de procéder ainsi pour la statue de Madeleine de Verchères, dont l'envergure est tout autre. Comme des parties de la statue étaient inaccessibles, les experts de Heritage Grade

« On ne peut passer à côté de cette œuvre magnifique et grandiose : magnifique par sa finesse d'exécution, son regard franc, presque autoritaire ; grandiose par sa taille imposante, touchant presque le firmament. »

Le monument Madeleine de Verchères, 1913-2013

Nicole Chagnon-Brisebois,
présidente du Comité de toponymie et d'histoire de Verchères

MISSION : « DÉPOSE »

Comme toutes les statues monumentales de personnages en bronze, celle de Madeleine de Verchères est un assemblage de pièces coulées : ses éléments principaux sont empilés comme les étages d'un contenant vide et liés par des boulons et des chevilles. Une statue de taille moyenne, haute de 3 mètres environ, pèse généralement moins de 1 tonne. Quand on en planifie le déplacement, il faut déterminer le mode de sanglage en tenant

ignoraient l'état précis de certains assemblages. Dans ce contexte, pas question de prendre des risques au cours des levages et des changements de position. Ils ont donc conçu une cage de levage adaptée, sorte d'exosquelette qui leur permettrait de manœuvrer la statue en la soumettant à un minimum de tensions. Puisqu'il fallait coucher la statue pour la transporter sur la route, cette cage d'acier a été garnie de styromousse à haute densité, modelée pour absorber le poids de l'œuvre.



Autrement dit, plutôt que d'imposer à la statue des acrobaties en suspension au bout d'un harnais, on lui a aménagé sur mesure un lit dans un ascenseur. Une procédure de levage et de transport que l'ingénieur responsable du projet a approuvée du début à la fin. C'est ainsi que, par une froide journée de mars, une équipe de spécialistes a pu doucement détacher Madeleine de son socle, la coucher dans sa cage et la transporter sous escorte jusqu'à une fonderie aux abords du canal Lachine à Montréal.

DE L'INTÉRIEUR

Une fois la statue en atelier, les professionnels de Heritage Grade ont procédé aux vérifications et interventions qui s'imposaient. Du boulonnage

Une cage de levage a été spécialement conçue pour déplacer la statue en douceur.



Madeleine se dirige vers une fonderie située près du canal Lachine.



Ce restaurateur remplace les boulons de fer par d'autres en acier inoxydable.

en fer corrodé avait été décelé sous la base de la statue et, vu de l'extérieur, l'état des joints au niveau des jambes était préoccupant. Heureusement, un examen endoscopique mené depuis le passage interne des jambes a vite révélé la haute qualité de l'assemblage. Si les pratiques variaient d'une fonderie à l'autre, la conception des assemblages de Madeleine s'est avérée massive et solide.

Les spécialistes ont aménagé une trappe d'accès permanente sous la cloche formée par la robe de la statue. Invisible depuis le sol, cette trappe restera utile pour les futures opérations d'entretien et de conservation. Ce type d'intervention permet de constater de visu l'état des goudonnages internes et de procéder aux réparations nécessaires sans ouvrir ou démonter complètement la statue.

À l'intérieur de la statue, l'équipe de Heritage Grade a

retiré des résidus de fonderie et aménagé des voies de drainage pour éliminer les zones de rétention d'eau. Elle a remplacé par des pièces en acier inoxydable les boulons en fer ainsi que les barres de tension corrodées qui reliaient le corps principal de la statue à sa base en bronze.

L'examen interne a donné lieu à d'autres intéressantes découvertes, comme une petite plaque

la structure d'un tel monument ancien selon les critères d'aujourd'hui...

Tout au long du projet, la Municipalité a facilité le travail de terrain. Elle a offert un soutien logistique précieux à Parcs Canada et Heritage Grade pour la dépose de la statue, à la fin de mars 2015, puis sa réinstallation le 15 septembre 2015, une fois les réparations achevées. Elle a aussi

« Grands et petits, gens d'ici et d'ailleurs, depuis un siècle, nous levons les yeux pour admirer la beauté de l'œuvre commémorant des événements historiques qui, sur ces rives, ont façonné l'histoire de tout un peuple. »

Le monument Madeleine de Verchères, 1913-2013
Alexandre Bélisle, maire de Verchères



Confortablement couchée sur son lit de styromousse, Madeleine attend de profiter des traitements prescrits par ses « docteurs ».

de bronze soudée sur laquelle les ouvriers travaillant pour Louis-Philippe Hébert avaient gravé leurs noms. L'opération de réfection a permis de perpétuer la tradition: une capsule temporelle se cache désormais dans la statue. Elle contient entre autres des dessins d'enfants de Verchères, des messages destinés aux générations futures et les plans de la statue avec les détails de l'intervention.

ESPRIT D'ÉQUIPE

Au début du siècle dernier, créer et installer ce bronze imposant avait certainement représenté un travail titanesque pour le sculpteur et son équipe. Et on l'a vu, sa restauration a également constitué tout un défi! Les artisans capables de restaurer une œuvre en bronze vieille d'un siècle se font rares, et il n'est pas simple de garantir

pris en charge les communications locales et régionales. Afin que les citoyens puissent suivre l'aventure de leur statue chérie, elle a présenté, entre l'été 2012 et septembre 2015, les préparatifs de son voyage sous la forme d'un feuilleton, comme si Madeleine prenait des vacances.

Madeleine est maintenant de retour, « reposée ». Ce tour de force technologique, logistique et artistique a été rendu possible par un travail d'équipe exemplaire: employés de Parcs

À lire

Le monument Madeleine de Verchères, 1913-2013, publié en 2013 par le Comité de toponymie et d'histoire de Verchères, révèle plusieurs faits historiques et artistiques sur cette statue d'exception.



Belle découverte! Une plaque de bronze arborant le nom des ouvriers du sculpteur Louis-Philippe Hébert a été trouvée à l'intérieur de la statue.

Canada, opérateur, ingénieurs, artisans, journaliers, photographe, responsable des communications ont ainsi permis la préservation de cette œuvre unique au pays.

Martin Massicotte est directeur de l'urbanisme à la Municipalité de Verchères, Sébastien Bachmann est conseiller en gestion des ressources culturelles à Parcs Canada et Mark Jones est directeur de Heritage Grade.

MAISON SAINT-GABRIEL
Musée et site historique

Faites un détour par le 17^e siècle...

2146, place Dublin, Montréal (Qc)
Info 514 935-8136

maisonsaint-gabriel.qc.ca



CONSEIL DES
MÉTIER D'ART
DU QUÉBEC

LE RÉSEAU DES ARTISANS
PROFESSIONNELS EN
**ARCHITECTURE
ET BÂTIMENT**

Bureau de Québec : 418.694.0260 | Bureau de Montréal : 514.861.2787 | METIERSDART.CA



UN AIR DE FAMILLE



Source: Pierre Lahoud

Comment lire une photo de manière à ce qu'elle nous raconte toute son histoire? Sur le portrait ancien ci-dessus, les destins croisés des membres de la famille Lahoud disent la portée d'une vague migratoire qui a marqué l'histoire et l'identité québécoises.

par Pierre Lahoud

J'ai découvert cette photo quand ma grand-mère est décédée, il y a plus de 30 ans. Elle était rangée parmi d'autres, dans un tiroir de sa commode. Personne ne l'avait jamais vue. Cette image est devenue pour moi celle-là même du long voyage d'une famille,

les Lahoud, partie des montagnes du Mont-Liban et arrivée au Québec au début du XX^e siècle. Quand je la regarde, j'y vois l'histoire des miens et je devine la difficile route qu'ils ont dû parcourir entre Serhel et Québec.

Sur la photo figurent uniquement des hommes; ils sont 20, groupés sous le soleil, peut-être

à l'orée d'une forêt des alentours du village de Serhel. Mon père est au premier plan, petit garçon de 6 ans songeur sous sa casquette. Mon grand-père est derrière lui. Comme son fils, il est habillé à l'occidentale, contrairement à plusieurs des autres hommes. Ceux-là sont plutôt coiffés du fez traditionnel ou vêtus du *shirwal*, cet ample pantalon dont les plis arrivent aux chevilles pour les cavaliers et aux genoux pour les paysans.

Cette disparité vestimentaire témoigne du parcours de mes ancêtres, qui s'enracine dans un contexte particulier. Dès la fin du XIX^e siècle, des tensions géopolitiques chassent les Libanais du Liban. Un grand nombre d'entre eux, francophiles et chrétiens, choisissent alors le Québec: de 1880 à 1940, 2000 «Syriens-Libanais» s'installeront à Montréal et en région. Pourquoi appelait-on autrefois aussi «Syriens» les Libanais qui arrivaient ici? C'est que la création de l'État libanais date de 1920. Jusqu'alors il faisait partie, avec la Syrie et la Jordanie actuelles ainsi que la Palestine, de la «Grande Syrie». Le tout premier de ces migrants se nomme Ibrahim Bounadère. Il vient de Zahlé, le centre administratif de la plaine de la Bekaa, et arrive au Québec en 1881.

Bounadère installé à Montréal, le bouche-à-oreille ne tarde pas à opérer dans son milieu d'origine: l'histoire de sa nouvelle vie circule. Le rêve américain est semé dans la communauté, il prend forme, se propage... et ma famille fait partie des rêveurs. Mon arrière-grand-père, Gabriel Lahoud, s'installe à Québec vers 1895. Gabriel et sa

femme, Catherine Farrah, ne réussiront toutefois pas à s'habituer à la rigueur du climat, et la famille retourne au Liban en 1907.

Mon grand-père Joseph, né ici, revient au Québec en 1926 et, comme beaucoup de Libanais, se fait commerçant. Il vend des vêtements de porte en porte, entre Cap-Rouge et Sainte-Anne-de-Beaupré. Ses affaires vont bien, mais la crise de 1929 lui coupe les ailes. Il retourne alors avec sa famille à Serhel; ils y resteront pendant quelques années. La photo remonte à cette époque.

Une fois la crise passée, mon grand-père reprend le bateau avec sa famille et, grâce à l'aide de ses cousins de Windsor, en Ontario, revient s'installer à Québec. À force de temps et de travail, il s'intègre bien à la



Zeiter, au centre de la photo (on ne voit de lui que sa tête, chapeauté) et, à sa gauche, un certain Yousef Yamouni, dont le fils réside, comme lui, à Stockton en Californie.

La vallée de la Qadisha, où se trouve le village de Serhel, figure sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Source : Pierre Lahoud

« Nous les âmes nomades,
avons le culte des vestiges et du pèlerinage.
Nous ne bâtissons rien de durable,
mais nous laissons des traces.
Et quelques bruits qui s'attardent. »

Origines, Amin Maalouf

cer leurs ancêtres jusqu'au XVII^e siècle, la tâche est plus ardue pour ceux dont les aïeuls sont nés ailleurs dans le monde. Il me reste cette photo, prise il y a plus de 85 ans. Les hommes qui y figurent sont pratiquement tous disparus et je devrai désormais m'en remettre au hasard pour en apprendre davantage sur eux. Je sais que j'ai aujourd'hui de la parenté au Brésil, au Vene-

zuela, au Salvador, en Australie, aux États-Unis et ailleurs au Canada. Mais plus du tout au Liban. L'histoire de ma famille, qui a essaimé partout dans le monde, illustre parfaitement les destinées de la diaspora libanaise depuis la fin du XIX^e siècle.

■ *Pierre Lahoud est photographe et historien spécialisé en patrimoine.*

société québécoise. Mon père a suivi ses traces. Comme des milliers d'autres Québécois d'origine libanaise.

Au fil du temps, cette photo m'a révélé d'autres secrets. Un jour, je suis tombé sur le livre qu'un Californien d'origine libanaise, Henry Zeiter, a consacré au village de Serhel. Je lui ai écrit, en joignant une copie de la photographie à ma lettre. Sa réponse a été rapide et... émotive. Il a tout de suite reconnu son père, Joseph

J'ai aussi fini par apprendre que l'homme cravaté qui se trouve à la droite de mon grand-père est son cousin, Joseph Saliba Lahoud, également oncle de Manuel Moroun. Aujourd'hui à la tête d'une grande fortune, ce dernier est notamment propriétaire du pont Ambassador Bridge de Détroit, le passage international le plus emprunté en Amérique du Nord.

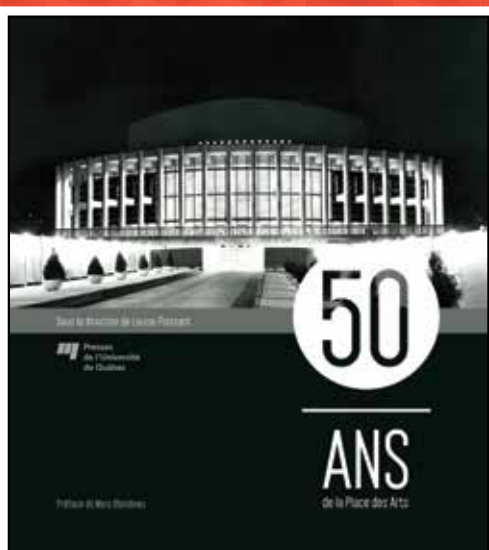
Si la généalogie permet à de nombreux Québécois de retra-



Hôtel de ville de Montréal

AFFLECKDELARIVA

Architecture • Restauration et conservation • Design urbain
T. 514.861.0133 • www.affleckdelariva.com



**Un hommage à une institution
qui a puissamment contribué
à l'émergence de toute une
industrie culturelle.**

50 ANS DE LA PLACE DES ARTS

Sous la direction de Louise Poissant

2015

30\$

PAPIER

2199\$

PDF

Plus de
1 400 livres
à feuilleter

PUQ.CA



**Presses
de l'Université
du Québec**



**Conseil des Arts
du Canada**

**Canada Council
for the Arts**



Restauration en cours de l'huile sur toile
Petit Séminaire de Québec de Betty Baldwin.

Le tableau fait partie de la succession Betty Baldwin, qui comprend
plus de 70 œuvres (huiles, pastels, aquarelles et fusains),
dont une vingtaine de la ville de Québec, de l'île d'Orléans
et des environs, ainsi que des archives personnelles.

1 888 515-5128 • doucine@globetrotter.net
www.michelgilbertebeniste.com



**MAISONS
DISTINCTIVES
SUR MESURE**

MARYSE LEDUC ARCHITECTURE
ET DÉSIGN

maryseleduc.com
514 287-1214



DOSSIER

PATRIMOINE DE L'HUMANITÉ
MERVEILLES DU MONDE



Photo : Adam Hoszman, iStock

« Palmyre incarne dans sa pierre tout ce que les extrémistes ont en horreur :
la diversité culturelle, le dialogue des cultures, la rencontre des peuples
de toutes les origines dans cette cité caravanière entre l'Europe et l'Asie. »

Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO

Patrimoine de l'humanité



Photo : Siempreverde22, iStock



Photo : Chuck Blyth, Parcs Canada



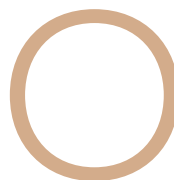
Il y a 40 ans, la Convention du patrimoine mondial entrait en vigueur. Aujourd'hui, presque tous les pays de la planète y ont adhéré. Retour sur la genèse et l'évolution de cet exceptionnel outil de coopération internationale.

À gauche : Le déplacement et le réassemblage des monuments nubiens d'Abou Simbel et de Philae en Égypte illustrent la puissance de la coopération internationale.

Au centre : Avec sa chute spectaculaire, la réserve de parc national Nahanni des Territoires du Nord-Ouest fait partie des 12 premiers biens inscrits en 1978.

À droite : Le paysage culturel et les vestiges archéologiques de la vallée de Bamiyan, en Afghanistan, ont été inscrits à la Liste du patrimoine mondial en péril en 2013, après la destruction des grands bouddhas par les talibans en 2001.

par Christina Cameron



n ne parlerait pas aujourd'hui de patrimoine mondial sans la création de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, aussi connue comme la Convention du patrimoine mondial. Adopté en 1972 pour prendre effet en 1975, cet outil établit un système international de coopération pour la protection des lieux patrimoniaux d'importance mondiale. Une idée géniale, et le fruit de nombreux efforts.

AVANT LE GRAND JOUR

La Convention prend forme dans les années 1960. Urbanisation incontrôlée, dommages environnementaux d'une industrialisation galopante et perte d'importants lieux de tradition et de mémoire suscitent alors un élan pour la protection de sites précieux pour toute l'humanité. Cette impulsion donne naissance à deux initiatives internationales de sauvegarde, l'une axée sur le patrimoine naturel, l'autre sur le patrimoine culturel. La Conférence générale de l'UNESCO de 1972 intégrera ces mouvements parallèles avec l'adoption de son accord international, sans pareil dans l'histoire.



Photo : Maximilian Clarke, iStock

La Convention du patrimoine mondial s'inspire tout particulièrement d'un brillant exemple de coopération internationale survenu en 1959, en Égypte. À cette époque, la construction du barrage d'Assouan met en péril des trésors de l'Égypte ancienne. Cela pousse les gouvernements égyptien et soudanais à lancer un appel à l'UNESCO, qui y répond en organisant une campagne mondiale pour sauver de l'inondation ces joyaux inestimables. Les temples d'Abou Simbel et de Philae sont démontés, déplacés et réassemblés. Une opération qui mobilise pas moins d'une cinquantaine de pays, pour une facture de plus de 80 millions de dollars américains. Du jamais vu. Et une preuve que le partage des responsabilités entre les États importe pour sauvegarder les biens culturels d'exception.

À la même époque, les États-Unis jouent un rôle clé. Pour souligner le 20^e anniversaire de l'ONU, le président américain Lyndon B. Johnson proclame 1965 Année de la coopération internationale. La

Maison-Blanche organise, dans ce contexte, une conférence sur la coopération internationale, ses réussites et ses enjeux. L'idée d'une fondation du patrimoine mondial prend forme dans les recommandations formulées à cette occasion : « Que l'on crée une Fondation pour le patrimoine mondial qui soit responsable vis-à-vis de la communauté mondiale de stimuler les efforts internationaux de coopération afin d'identifier, d'établir, de développer et de gérer les superbes espaces naturels et paysagers et sites historiques au profit actuel et futur de l'ensemble des habitants du monde entier. » Les éléments constitutifs de la future Convention du patrimoine mondial étaient nés.

NATURE ET CULTURE

La Convention du patrimoine mondial protège des lieux exceptionnels de notre planète, tant naturels que culturels, une innovation à l'époque. Le patrimoine naturel comprend des monuments naturels, des formations géologiques et physiographiques ainsi que des zones naturelles strictement délimitées qui sont remarquables du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle. Les monuments, ensembles et sites dont l'intérêt relève de l'histoire, de l'art ou de la science forment, quant à eux, le patrimoine culturel.

En pratique, la Convention prévoit établir la Liste du patrimoine mondial (whc.unesco.org/fr/list/), qui détermine les sites à protéger. À ce jour, la Liste en recense 1031, répartis dans 163 pays. Leur sélection s'appuie sur le concept clé de valeur universelle exceptionnelle. En d'autres mots, leur importance culturelle ou naturelle doit être telle qu'elle transcende les frontières et les époques, qu'elle se révèle inestimable pour l'ensemble des générations actuelles et futures. Un bien qui jouit d'un prestige national ou régional n'est donc pas assuré d'une place sur la Liste.

RÉAGIR À LA MENACE

La Convention établit aussi la Liste du patrimoine mondial en péril. Le but de cette autre liste ? Attirer l'attention de la communauté internationale sur les sites qui font face à un danger grave et précis et leur donner un accès prioritaire à un appui financier et professionnel. Actuellement, 48 biens y figurent. Malheureusement, de nombreux pays considèrent une telle inscription comme une disgrâce à éviter à

tout prix. Aussi cet outil n'a-t-il pas toute la portée qu'il devrait.

Afin d'offrir aux États l'assistance internationale nécessaire à la protection de leurs trésors menacés, la Convention a prévu le Fonds du patrimoine mondial, composé de contributions des États parties. Ce fonds peut financer des études techniques, l'embauche d'experts et de techniciens qualifiés en conservation, la formation de spécialistes et l'achat d'équipement. Les sommes investies chaque année – 4 millions de dollars américains auxquels s'ajoutent des dons extrabudgétaires – restent cependant insuffisantes pour répondre aux multiples besoins de sauvegarde du patrimoine de l'humanité.

EN PLEINE EXPANSION

Ratifiée à l'origine par 15 États, dont le Canada, la Convention lie aujourd'hui 191 signataires, c'est-à-dire presque tous les pays de la planète. L'UNESCO la considère comme sa convention phare. Depuis 40 ans, la compréhension de la notion de valeur universelle exceptionnelle s'est développée : elle prend désormais en compte la diversité culturelle du monde et se prête à différents contextes. Signe de la participation quasi planétaire à la Convention, le genre des biens reconnus comme patrimoine mondial a ainsi connu une évolution remarquable. Les merveilles du monde de l'Antiquité, les monuments architecturaux, les sites archéologiques des anciennes civilisations et les immenses parcs nationaux côtoient désormais les paysages culturels, les grands itinéraires culturels et les lieux de valeur immatérielle. Un bon exemple est fourni par le paysage culturel du Morne à l'île Maurice, une montagne pauvre en vestiges matériels qui a servi de refuge aux esclaves en fuite et qui symbolise leur souffrance et leur sacrifice dans la lutte pour la liberté.

La Convention du patrimoine mondial est l'un des derniers accords internationaux à souligner des valeurs universelles et des responsabilités mondiales. Si la conservation des richesses naturelles et culturelles reste un défi de taille, nul doute que ce traité a contribué à une meilleure compréhension de l'infinie diversité qui traverse notre humanité commune.

Christina Cameron est professeure à l'Université de Montréal, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti et présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

LE NUMÉRIQUE EN REVUES

LE RAYONNEMENT DE LA CULTURE QUÉBÉCOISE DANS L'UNIVERS NUMÉRIQUE

ARTS VISUELS CIEL VARIABLE ESPACE ETC MEDIA INTER CINÉMA 24 IMAGES CINÉ-BULLES SÉQUENCES
CRÉATION LITTÉRAIRE BRÈVES LITTÉRAIRES MÖBIUS XYZ. LA REVUE DE LA NOUVELLE CULTURE ET SOCIÉTÉ
L'INCONVÉNIENT QUÉBEC FRANÇAIS RELATIONS HISTOIRE ET PATRIMOINE CAP-AUX-DIAMANTS CONTINUITÉ
HISTOIRE QUÉBEC MAGAZINE GASPÉSIE LITTÉRATURE LES CAHIERS DE LECTURE LETTRES QUÉBÉCOISES LURELU
THÉÂTRE ET MUSIQUE CIRCUIT JEU REVUE DE THÉÂTRE

Des revues qui couvrent l'actualité cinématographique, littéraire et théâtrale, analysent les grands enjeux de société, invitent à découvrir le passé et le patrimoine du Québec, donnent à lire les textes de nos écrivains, poètes et auteurs.

Un corpus unique et d'une grande richesse!

sodep

Société de développement
des périodiques
culturels québécois

Conseil des arts
et des lettres

Québec



SODEP.QC.CA

POUR FEUILLETER OU VOUS ABONNER!

Démarche de classe mondiale



par Christina Cameron

Sans surprise, les sites de la Liste du patrimoine mondial sont triés sur le volet. Une distinction de cette importance est l'aboutissement d'un processus long et ardu. En franchir toutes les étapes nécessite en moyenne cinq ans.

SÉLECTION NATIONALE

Premier stade en vue de l'inscription: la liste indicative. Chaque État signataire de la Convention du patrimoine mondial dresse, pour son territoire, un inventaire des biens susceptibles selon lui de revêtir une valeur universelle exceptionnelle. Les pays sont encouragés à présenter au Centre du patrimoine mondial, tous les 10 ans environ, une nouvelle version de leur recension.

La liste indicative canadienne remonte à 2004 et doit être renouvelée dans un avenir proche. Des sept biens de la mouture

Qu'est-ce qui fait qu'un site se retrouve sur la Liste du patrimoine mondial ? Sa valeur universelle, bien entendu.

Mais encore faut-il savoir la démontrer et la maintenir.

Une démarche exigeante, pour des lieux d'exception.

actuelle, il n'en reste que cinq à soumettre à l'UNESCO. Les dossiers des deux autres lieux – Pimachiowin Aki, immense étendue de forêt boréale à la frontière de l'Ontario et du Manitoba qui englobe des terres ancestrales des Premières Nations, et Mistaken Point, deux réserves écologiques de Nouvelle-Écosse dont la valeur repose sur leurs fossiles – seront examinés lors de la 40^e session du Comité du patrimoine mondial, en 2016. Au Québec, quelques groupes discutent de candidats potentiels pour une nouvelle liste indicative: le Vieux-Montréal, le parc du

À la demande du Comité du patrimoine mondial, le Canada a révisé la candidature soumise en 2012 pour le site de Pimachiowin Aki au Manitoba et en Ontario. Le dossier sera présenté à nouveau cette année.

Photo: Hidehiro Otake



Les fortifications de la côte caraïbe du Panama, Portobelo et San Lorenzo, ont été jugées vulnérables en 2012.

Photo : njgphoto, iStock

Mont-Royal, le fjord du Saguenay et le pont de Québec sont dans leur mire.

PRÉPARER SA CANDIDATURE

L'inscription d'un site sur la liste indicative canadienne lance la préparation de sa mise en candidature. Sous la direction de Parcs Canada, une équipe composée de représentants gouvernementaux, d'experts et de parties prenantes constitue le dossier à présenter à l'UNESCO. Ce dossier contient des recherches historiques, des cartes, les preuves de la protection juridique et de l'engagement du gouvernement ainsi que des plans de conservation et de gestion. Deux éléments ont une importance particulière : une analyse de la façon dont le bien proposé répond aux critères d'inscription et une étude comparative qui le situe par rapport à des biens similaires.

Pour ce qui est des critères, le Comité du patrimoine mondial, composé de 21 membres choisis par les États parties de la Convention, en a établi 10 pour déterminer la valeur universelle exceptionnelle d'un site. Ainsi, un bien culturel peut être considéré en tant que chef-d'œuvre, témoin d'échange d'influence, témoin d'une

tradition culturelle, exemple d'une certaine typologie ou illustration de l'utilisation traditionnelle du territoire, ou encore par association avec des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires dont il témoigne. L'examen des biens naturels cherche quant à lui à distinguer les phénomènes naturels remarquables, les habitats propices à la conservation de la diversité biologique, les exemples éminents des grands stades de l'histoire de la Terre et ceux qui illustrent des processus écologiques et biologiques.

Même si satisfaire à un seul de ces critères suffit pour figurer sur la Liste du patrimoine mondial, les sites choisis en satisfont souvent plusieurs. Par exemple, l'inscription de l'arrondissement historique du Vieux-Québec repose sur deux critères : une typologie (son statut d'unique ville fortifiée en Amérique du Nord) et une valeur par association (son rôle d'ancienne capitale de la Nouvelle-France, berceau de la culture française dans l'hémisphère). Les pays qui présentent un site doivent en outre démontrer son authenticité et son intégrité.

Quant à l'analyse comparative, elle doit confronter le bien proposé à d'autres, similaires, figurant ou non sur la Liste du patrimoine mondial, pour montrer en quoi il leur ressemble et s'en distingue. L'objectif : faire valoir l'importance du bien dans les contextes national et international. Pour l'État partie, le défi réside dans la réussite de l'articulation entre les critères choisis et

la justification de la valeur universelle exceptionnelle du bien. L'orientation retenue sert nécessairement de point de départ à l'analyse comparative. Si elle est défectueuse, l'étude comparative clochera elle aussi... et sera à refaire.

Un récent exemple canadien illustre ce problème. Dans sa première version soumise à l'UNESCO en 2012, la candidature de Pimachiowin Aki s'appuyait notamment sur l'utilisation traditionnelle du territoire par les Premières Nations qui le fréquentaient. Mais démontrer comment ce territoire se distingue d'autres sites autochtones où existent des pratiques similaires s'est révélé difficile. En 2013, le Comité du patrimoine mondial a demandé au pays de faire une révision substantielle de son dossier. La nouvelle proposition sera examinée cette année. Son argumentaire est désormais axé sur l'association du site à des traditions culturelles qui s'expriment entre autres à travers le nom des lieux ou des sites sacrés et la transmission orale. Un tel changement d'approche a nécessité des modifications importantes de l'analyse comparative.

DEMEURER À LA HAUTEUR

Une fois le dossier achevé, l'UNESCO a besoin de 18 mois pour l'examiner. Pendant cette période, des organisations consultatives évaluent la proposition : le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), pour les biens culturels, ou l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), pour les biens naturels. Leurs équipes se penchent sur chaque dossier. Les biens proposés possèdent-ils une valeur universelle exceptionnelle ? Répondent-ils aux conditions d'intégrité et d'authenticité ? Aux exigences de protection et de gestion ? Muni de cette évaluation, le Comité du patrimoine mondial pourra rendre son jugement définitif : approuver ou non une nouvelle inscription au patrimoine de l'humanité.

Une décision favorable fait accéder le site au réseau du patrimoine mondial. Le lieu acquiert ainsi une couche supplémentaire de signification et la marque recherchée de l'UNESCO. La patrimonialisation comporte beaucoup d'avantages. Elle renforce la fierté et l'identité culturelles locales. Elle attire un grand nombre de touristes qui y voient un gage de qualité. Elle entraîne, en plus de retombées économiques, des investissements dans la conservation et la restauration des lieux. Et cette

reconnaissance de la valeur universelle d'un bien implique que le pays s'engage à en assurer la pérennité. Mais toute médaille a son revers... Souvent, avec l'affluence nouvelle, l'expérience du visiteur s'appauvrit et le site se dégrade. Il arrive que la densification urbaine des environs isole le bien de son environnement. Et si la fonction du lieu change, cela peut bouleverser la vie des habitants et déloger les communautés existantes au profit des visiteurs.

Quand la valeur universelle exceptionnelle d'un bien se trouve gravement menacée, le Comité du patrimoine mondial peut décider de l'inscrire sur la Liste du patrimoine mondial en péril (voir « Héritage en danger », p. 38). Il propose alors un ensemble de mesures de restauration et de protection. Par exemple, les fortifications de la côte caraïbe du Panama, Portobelo et San Lorenzo, ont été jugées vulnérables en 2012. Parmi les mesures qu'a suggérées le Comité figurent l'approbation d'un plan d'urgence, la création de lois et de politiques nationales pour la conservation des lieux, l'adoption d'un contrôle approprié de la pression urbaine et la mise en œuvre d'un système de gestion opérationnel et participatif. Un site cesse de paraître à la Liste du patrimoine mondial en péril quand les actions mises en œuvre permettent d'atteindre le résultat escompté.

Dans les rares cas où un site perd sa valeur universelle exceptionnelle, le Comité peut aller jusqu'à le retirer de la Liste du patrimoine mondial. À ce jour, il a rendu cette décision à deux reprises seulement, chaque fois au terme d'un scrutin secret. L'un des sites exclus est le sanctuaire de l'oryx arabe, en Oman, où la zone protégée a été réduite de 90 % pour faire place à l'extrac-



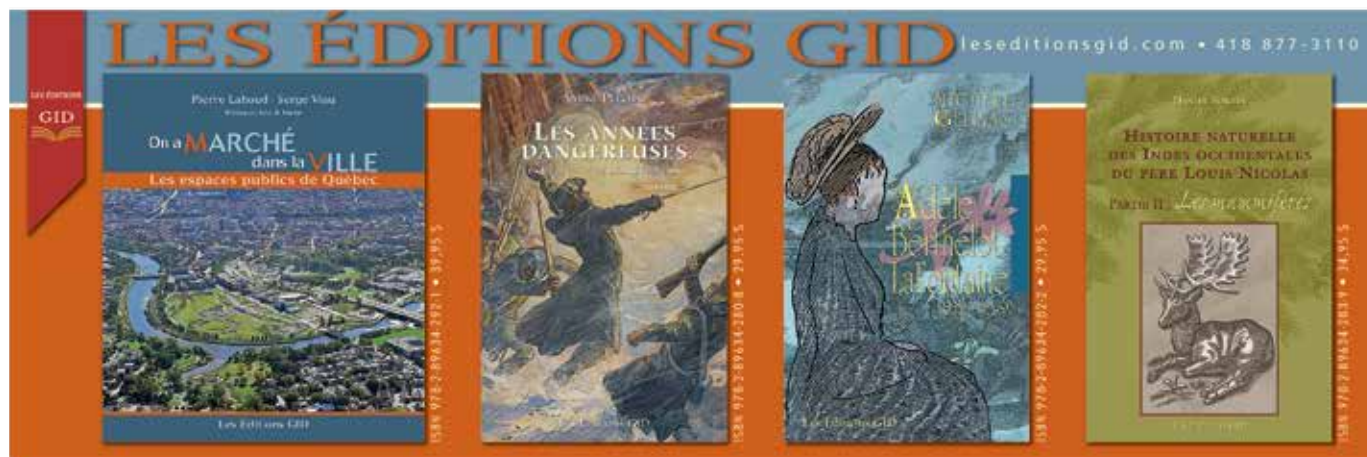
La construction de ce nouveau pont dans la vallée de l'Elbe à Dresde en Allemagne a provoqué la décision de retirer le site de la Liste du patrimoine mondial.

Photo: Christina Cameron

tion pétrolière. L'autre est la vallée de l'Elbe à Dresde, en Allemagne, un paysage culturel endommagé par la construction d'un pont. Pour que reste gravée dans la mémoire collective leur valeur exceptionnelle d'autrefois, les noms des sites exclus continuent de figurer sur la Liste du patrimoine mondial, mais biffés. Ce signe de l'échec de la communauté internationale dans sa mission de sauvegarde des sites

importants de l'humanité souligne la fragilité des trésors du patrimoine mondial, et l'urgence de les préserver.

Christina Cameron est professeure à l'Université de Montréal, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti et présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO.



L'effet patrimoine



Photo: triciamacd, iStock



Photo: Kjorgen, iStock

L'accès d'une ville au cercle restreint des sites du patrimoine mondial s'accompagne de retombées économiques et touristiques qui ne font plus de doute. Mais qu'en est-il des changements qui touchent directement le tissu urbain ?

par Lucie K. Morisset

À l'heure où le nombre de sites classés au patrimoine mondial atteint des proportions insoupçonnées, les études se multiplient elles aussi. Plusieurs abordent les processus ou les politiques de patrimonialisation ainsi que leurs évidentes retombées touristiques. Mais peu s'intéressent au patrimoine proprement dit, à l'échelle locale, et à son milieu. Lui-même mouvant, le patrimoine, et spécialement le patrimoine mondial, change pour

tant le territoire. Parler de son effet, c'est donc le faire passer de victime à agent du changement.

Dans les sociétés post-industrielles et là où les modes de vie des touristes et des habitants s'équivalent, y compris chez nous, cet « effet patrimoine mondial » révèle des interactions qui vont au-delà du sempiternel décompte des visiteurs ou des emplois : après une inscription patrimoniale, l'espace public et ses parois, soit les murs des bâtiments qui l'entourent, deviennent de plus en plus patrimoniaux et le milieu habité, de plus en plus désirable.

INÉVITABLE LISSAGE

Facile de le remarquer sans avoir beaucoup voyagé : les sites du patrimoine mondial ont un air de parenté. Ils se reconnaissent, entre autres, à l'aspect poli de leurs façades. Des travaux de ravalement systématiques, des campagnes de peinture dans des palettes choisies et l'élimination progressive d'aspérités moins patrimoniales que d'autres confèrent au tissu urbain de ces sites une harmonie des teintes et des compositions. Cette harmonie caractéristique confirme, voire compose ces

Les fronts de mer du Vieux Lunenburg en Nouvelle-Écosse (à gauche) et de la zone historique de Willemstad à Curaçao ont sans contredit un air de famille.

mondial



silhouettes pittoresques dont raffolent les croisiéristes à l'approche d'un site du patrimoine mondial. Par exemple, quiconque a visité le Vieux Lunenburg avant et après son inscription (1995) aura noté les modifications, vives ou subtiles, de la gamme des couleurs de la ville. D'ailleurs, certaines de ses vues rappellent celles de la zone historique de Willemstad, à Curaçao (1995).

C'est dire que les autorités publiques prennent au sérieux l'application de la Convention du patrimoine mondial et leur responsabilité par rapport à la conservation du milieu bâti. Dans le numéro 147 de *Continuité*, Étienne Berthold a quantifié cette part de l'effet patrimoine mondial à Québec: les propriétés privées du Vieux-Québec auraient reçu 10,3 millions de dollars en subventions de 1995 à 2010. Cela peut sembler beaucoup, mais c'est en réalité très peu par rapport à l'investissement total des gouvernements dans l'espace public, qui inclut, en plus des parois, les pavés, les plantations, le mobilier, les œuvres et les ornements. Cela s'avère également peu par rapport à la participation du privé qu'encourage cette aide gouvernementale, même (ou surtout) lorsque la vision collec-

tive du patrimoine mondial véhiculée par les autorités gonfle l'enthousiasme des promoteurs et des propriétaires.

En outre, c'est aussi dire que le patrimoine peut changer bien davantage qu'on le croit de prime abord. Ingrédient non négligeable de l'économie des villes, il se prête bien à la mise en marché. L'inscription à la Liste du patrimoine mondial positionne les sites dans des territoires labellisés et mène à l'introduction de marques reconnaissables. À Lisbonne, à Prague ou à Vienne, il est toujours possible de magasiner sur une «avenue du patrimoine mondial» dont la requalification et l'offre commerciale sont le fruit de négociations entre autorités publiques et promoteurs, dans des congrès immobiliers internationaux. Un site du patrimoine mondial et un cahier des charges de lampadaires et de pavage contre un H & M, un Sephora, un Gap, pourquoi pas?

VALEUR AJOUTÉE

Cette mécanique commerciale qui suit l'inscription à la Liste du patrimoine mondial ne se réalise pas au détriment des habitants du site concerné. Au contraire.

À Prague, le quartier Smíchov a été requalifié autour de la figure emblématique de l'immeuble Zlatý Anděl, œuvre de Jean Nouvel.

Photo: Lucie K. Morisset

L'attractivité engendrée par l'effet patrimoine mondial, de pair avec une amélioration sensible de l'espace public, offre aux habitants une gamme de services, et particulièrement de commerces, que leur seule population ne suffirait jamais à maintenir. L'expansion fulgurante de la place commerciale de Prague depuis l'inscription de son centre historique (1992) en témoigne.

De même, à Québec, la distribution des locaux commerciaux sur le territoire attribue à la rue Saint-Jean un des plus hauts taux de visiteurs. Bien que cette réalité s'inscrive dans une continuité historique, ce sont quelques centaines de touristes par habitant qui soutiennent un Vieux-Québec vivant et manifestement prisé. Voilà qui tranche avec la situation vécue jusqu'aux années 1960, où tous ceux qui le pouvaient fuyaient la ville centre. Cela explique sans doute l'étonnante autopromotion de la cohabitation des résidents et des touristes qu'on découvre dans *Le Devoir* des 13 et 14 mars 2014. On peut y lire les paroles d'habitants enthousiastes, qui «aim[ent] mieux une mer de touristes souriants qu'une mer de travailleurs pressés» ou qui déclarent qu'un «touriste qui vient ici, il n'est pas ennuyeux, et il est bien moins dérangement qu'une tondeuse en banlieue»!

Il faut dire que le patrimoine mondial semble inspirer aux habitants des revendications inusitées. Dans le courrier des lecteurs de quotidiens de Québec, des citoyens invoquent le patrimoine mondial (et l'UNESCO!) pour tout et pour rien, du déneigement des trottoirs au maintien (ou à l'abolition) de tel ou tel élément de la ville. C'est que le patrimoine investit de pouvoir celui qui s'en saisit. À plus forte raison lorsqu'il est question de patrimoine mondial. L'habitant peut alléguer auprès des autorités municipales le droit d'intervention d'échelons supérieurs, par exemple de l'État. Sans être nécessairement efficace, une telle démarche lui procure l'impression d'une plus grande influence (*empowerment*). C'est d'ailleurs un effet de levier similaire qui permet aux municipalités d'investir dans l'espace public et ses parois, voire dans la qualité de vie des habitants, au point d'atteindre l'éclat caractéristique des sites du patrimoine mondial.

Cette action des autorités publiques prend aussi appui sur le principe bien connu voulant qu'une boutique de souvenirs influe moins sur les revenus municipaux qu'une habitation en tenure franche, à tout le moins à l'échelle du territoire et à long terme, c'est-à-dire au-delà de la comptabilité de caisse. Même chose pour les milliers

de chambreurs du Vieux-Québec des années 1950 par rapport aux quelque 1900 propriétaires résidents que le Comité des citoyens du Vieux-Québec a dénombrés ces dernières années. Bien qu'on ne l'affirme pas souvent, le patrimoine mondial forme un puissant agent de valorisation foncière. C'est d'ailleurs pourquoi, du canal Rideau au port marchand de Liverpool, il se retrouve de plus en plus souvent sur les tribunes des investisseurs.

Le patrimoine évoque le passé d'où il provient et le futur pour lequel on promet de le sauvegarder. Il est non seulement un indice de stabilité du domaine immobilier, mais aussi un catalyseur de la valeur foncière, notamment grâce à la part d'investissement public qu'il s'arroge. C'est encore plus vrai pour le patrimoine mondial, puisqu'il rend le site désigné exceptionnel et désirable à l'échelle internationale. Plus de gens veulent y posséder une propriété, voire y habiter, parce que la rentabilisation de leur capital se manifeste également dans l'accroissement de leur qualité de vie. Ainsi peut-on atteindre, comme à Québec (on trouve une démonstration poussée de l'effet patrimoine mondial dans la capitale dans «Québec ou le patrimoine augmenté», un texte qui s'inscrit dans la suite logique de la présente entrée en matière, en p. 30), un équilibre entre le milieu de vie et la valorisation urbaine.

Lucie K. Morisset est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain et professeure au Département d'études urbaines et touristiques à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.



maisons traditionnelles
DES PATRIOTES
entrepreneur général inc.

Restauration, construction et réplique de maisons ancestrales

- maisons pièces sur pièces
- maisons de pierres
- bâtiments en poutres et poteaux
- toiture bardeaux de Cèdre
- finition intérieure et extérieure
- travaux de maçonnerie
- projet clé en main
- rallonge
- maisons hybrides (maison neuve avec intégration de pièces ancestrales)




En collaboration avec André Bolduc
Restaurateur de maisons québécoises,
chroniqueur pour *Passion Maison*
et auteur du livre *L'art de restaurer une maison ancienne*

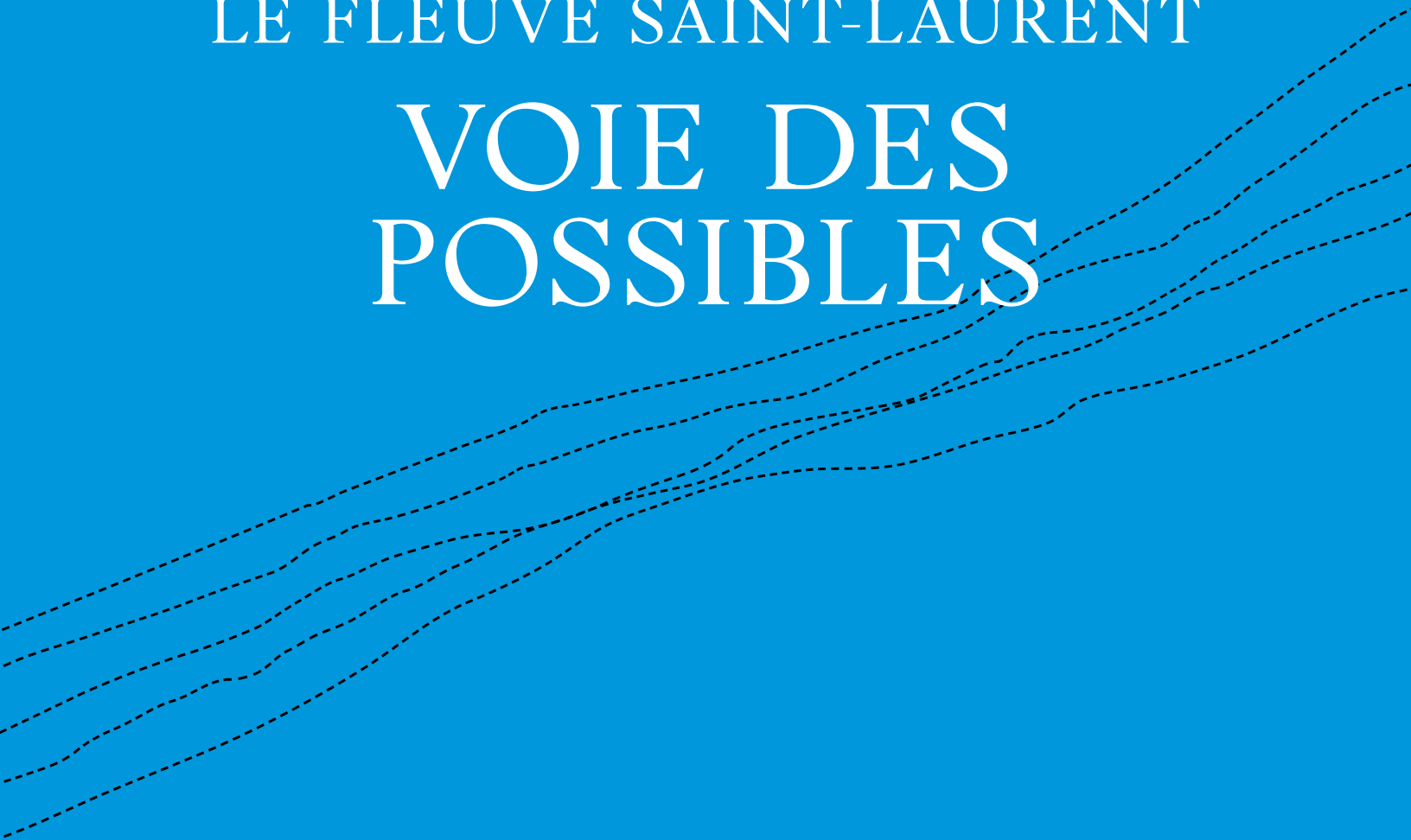
514-464-1444
www.maisonsdespatriotes.com


RBQ : 5595-2485-01

A

ACTION
PATRIMOINE

LE FLEUVE SAINT-LAURENT VOIE DES POSSIBLES



Colloque annuel
d'Action patrimoine

Vendredi le 17 juin 2016
Hangar 14
Site historique maritime
de la Pointe-au-Père

Inscrivez-vous au actionpatrimoine.ca/activites/colloque-2016



patrimo

Dans la capitale, l'effet patrimoine mondial s'étend bien au-delà des fortifications. Mais attention, la valorisation patrimoniale a ses côtés obscurs.

par Lucie K. Morisset

À gauche: L'Hôtel Loews Le Concorde, élevé entre 1968 et 1972 d'après les plans de l'architecte Dimitri Dimakopoulos, adopte une figure moderniste bien de son temps, comme ses contemporains des environs immédiats du Vieux-Québec.

Au centre: Le Saint-Patrick, sur Grande Allée, est un témoin des premières opérations de densification survenues dans les marges du Vieux-Québec au lendemain de son inscription à la Liste du patrimoine mondial.

Photos: Marianne Charland

À Québec, ce qu'on peut appeler « le cercle vertueux du patrimoine » agit dès les premières décennies du XX^e siècle (à noter: ce texte complète « L'effet patrimoine mondial », p. 26). L'aménagement du parc des Champs-de-Bataille répond au troisième centenaire de la ville, et des investissements plus ou moins diffus suivent la création, en 1928, de la Commission d'embellissement de la capitale provinciale. En 1964, le classement de l'arrondissement historique (aujourd'hui site du pa-

trimoine mondial) se traduit, d'une part, par la requalification patrimoniale d'espaces publics et, d'autre part, par la valorisation des marges du Vieux-Québec. Dans l'esprit urbanistique de l'époque, des formes architecturales résolument modernes tranchent entre ce qui est patrimonial et conservé, intra-muros, et ce qui annonce le développement et l'avenir, extra-muros.

Mais si, de nos jours, « Québec, c'est donc beau! », comme on l'entend souvent, c'est que l'inscription à la Liste du patrimoine mondial a étendu la portée de ce cercle vertueux. Comme ailleurs, cet effet s'est d'abord matérialisé par une valorisation périphérique du périmètre désigné: une densification résidentielle et hôtelière et quelques centaines de nouveaux logements en copropriété reflètent alors sa désirabilité nouvelle. À Québec, cet effet patrimoine mondial survient à un moment où l'urbanisme raffine ses outils en donnant une nouvelle valeur au passé.

L'inscription à la Liste du patrimoine mondial soutient ainsi l'affirmation du style



Québec

ou le patrimoine augmenté

néo-Vieux-Québec. Cette sorte de « patrimoine augmenté » particulièrement contagieux se propage même aux abribus du périmètre historique. Il sert de *modus operandi* à la densification du site inscrit, en conjuguant lissage et accroissement de la désirabilité.

Au tournant des années 1990, sur fond de débats sur l'insertion architecturale en milieu ancien, il devient ainsi pensable, et même rentable, d'élever ici un immeuble « historique », là une « reconstruction à l'identique ». Cela pour accueillir quelques dizaines de copropriétés nouvelles, y compris à destination d'un marché haut de gamme dont Québec n'avait jamais rêvé. Un tel procédé d'augmentation patrimoniale n'est pas sans précédent dans la capitale. Mais la récupération de motifs patrimoniaux, principalement réservée jusque-là à l'architecture domestique ancienne, change brusquement d'échelle. Le Vieux-Québec passe ainsi d'une reconsecration postmoderne du style château limitée à une cour intérieure à des opérations de remembrement et de densification

beaucoup moins discrètes. Un couronnement crénelé cherche à camoufler un hôtel de 200 chambres tandis qu'ailleurs, une fausse mansarde et des rangées de lucarnes viennent couvrir un immeuble de quelque 130 logements en copropriété sur 7 étages. Comme s'il fallait dissimuler les profondes transformations de la ville.

Cette désirabilité du patrimoine et de ses caractéristiques reconnaissables s'accompagne d'une valorisation économique. Et l'assiette fiscale croît dans la foulée de l'inscription. Une telle croissance incite à élargir le territoire des interventions. À Québec, il faut l'étendre au-delà du cachet des murs des quelque 1400 bâtiments du Vieux-Québec pour compenser le manque de densité caractéristique de son habitat anglo-saxon. Cela est d'autant plus nécessaire que la restauration et la valorisation de cet habitat, bref l'embourgeoisement de la ville intra-muros, y ont réduit de moitié le nombre de résidents susceptibles de fréquenter des commerces et de solliciter des services: de 10 000 en 1951, ce nombre est passé à un peu plus de 5000 en 2001.



En matière de densification à la suite d'une inscription à la Liste du patrimoine mondial, le cas de Québec n'est pas unique. La population de Vienne a crû de plus de 10% dans la décennie qui a suivi l'inscription de son centre historique en 2001.

Photo: Lucie K. Morisset



L'Hôtel Royal Palace, construit en 1998, se distingue par un couronnement crénelé qui tranche avec les lignes épurées de l'édifice voisin.

Photo : Marianne Charland

Sur l'élan que confère l'inscription à la Liste du patrimoine mondial à l'action publique, c'est donc toute la ville de Québec qui se transforme, de proche en proche et de valeur foncière en valeur foncière. Prenant appui sur cet effet tant matériel que symbolique, elle devient désirable, habitée et animée. De sorte que le patrimoine et sa cousine, la culture, s'y affirment comme un mode de vie. Le déploiement dans l'espace public d'un luxuriant programme commémoratif, par exemple, n'est certainement pas étranger à cette expansion du patrimoine.

L'admissibilité aux subventions patrimoniales des « quartiers centraux », ainsi qu'on les désigne désormais, traduit elle aussi éloquemment la contamination qui a permis au patrimoine et à ses effets de s'affranchir de leur enclos. La réinvention de

vastes portions des anciens faubourgs, fiers d'un cachet nouveau, foisonnants de commerces de toutes sortes et ornés d'espaces publics somptueux, en est une marque probante, tout comme d'immenses succès de requalification rappelés ces derniers temps : Saint-Roch et son jardin. Les transformations de la densité de la population des quartiers centraux dans la décennie 1996-2006 et l'accroissement du nombre d'unités d'évaluation en sont d'autres manifestations.

QUESTIONS D'ÉQUILIBRE

Au lendemain de la disparition de l'un des grands bâtisseurs de Québec aussi à l'origine de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (1993), le recul permet un constat. Si le maire Jean Pelletier a fait inscrire Québec sur la prestigieuse liste des lieux dotés d'une valeur universelle exceptionnelle, c'est Jean-Paul L'Allier, son maire de 1989 à 2005, qui a réalisé le site du patrimoine mondial. Ce résultat, le maire L'Allier l'a en partie atteint en pondérant la croissance fondée sur la valorisation urbaine des figures patrimoniales. C'est aussi sous sa direction que le patrimoine est passé d'un rôle passif à celui d'agent de changement, pour le meilleur et pour le reste.

Une part des transformations que l'on attribue aujourd'hui à l'effet patrimoine mondial, notamment des apports très nets au milieu de vie et dans l'espace public de Québec, serait peut-être survenue dans d'autres circonstances. Cependant, la majorité révèle un processus qui, s'il n'est pas nécessairement coordonné, est trop semblable à celui de sites comparables pour que cette ressemblance soit fortuite. On le constate dans l'espace commercial, et plus

Patrimoine et territoire, une approche intégrée

Suivez une formation en patrimoine bâti pour transformer le milieu de manière harmonieuse, tout en respectant l'identité des lieux.

Présentée par Action patrimoine

→ **Gatineau, le 26 mai**
Musée de l'Auberge Symmes

Inscription et information

www.actionpatrimoine.ca
education@actionpatrimoine.ca
+1 418 647-4347, poste 207

Formations offertes sur demande pour les groupes
Aussi disponible : formation sur les paysages culturels

encore sur le rôle d'évaluation. Tandis que le lissage patrimonial se poursuit, avec son vocabulaire architectural ambigu, l'évolution récente des choses confirme l'existence de cette dynamique. Par pans entiers, Québec est de plus en plus reconnaissable en vertu de son image désirable acquise à l'échelle internationale. D'où certaines interrogations.

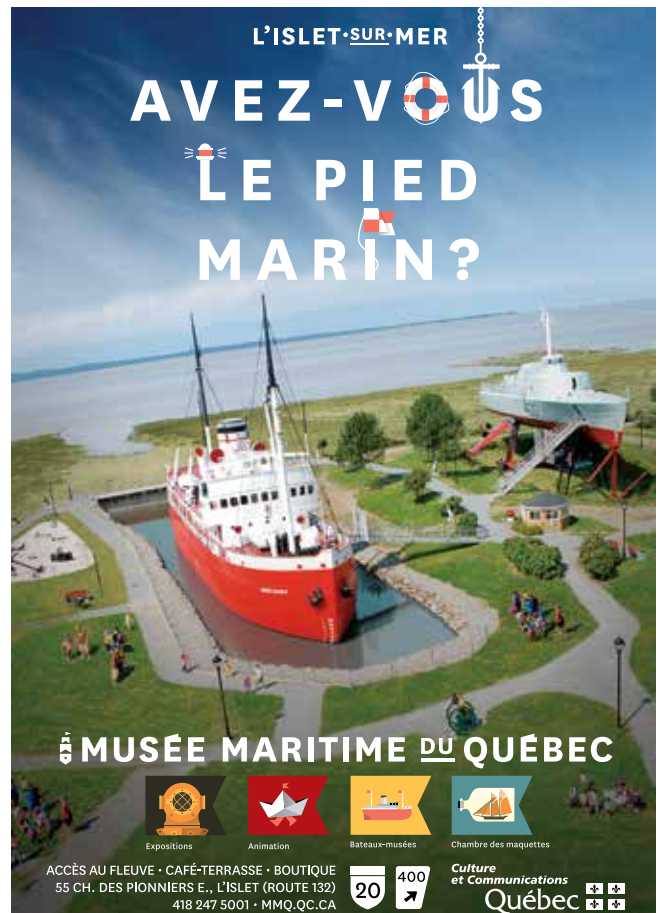
Depuis le tournant du millénaire, et plus encore depuis 2005, la valorisation foncière – à laquelle l'action publique s'est adossée selon un habile dosage de vision et de contrôle – se poursuit, voire s'accélère, particulièrement aux marges du Vieux-Québec. Plusieurs immeubles institutionnels de facture moderne confirment, un peu à la manière de leurs prédécesseurs apparus au lendemain du classement de 1964, la désirabilité de ces territoires quasi patrimoniaux. Parmi ces transformations urbaines, sans doute faut-il faire la distinction entre la requalification sous capital privé d'une dizaine de parcelles dévitalisées et remembrées et le remplacement par un musée public d'un immeuble considéré



par certains comme patrimonial. De même, il convient de remarquer, parmi ces opérations de revalorisation, celles qui, sans nécessairement autant d'efforts architecturaux, substituent à des édifices anciens réputés patrimoniaux de nouveaux immeubles d'habitation, particulièrement des copropriétés. Toutefois, l'amortissement

Au centre de la photo, l'immeuble La Capitale Assurances générales (2005-2012), œuvre de Dan Hanganu architectes

Photo : Lucie K. Morisset





Plusieurs années après la démolition de la majeure partie des immeubles du site qu'avaient abandonné en 1998 les religieux de Saint-Vincent-de-Paul, l'église réduite à une façade servait encore de caution à son propre remplacement.

Photo : Luc Noppen



La chapelle des Franciscaines missionnaires de Marie a été reconstruite et intégrée à L'Étoile, un immeuble de 240 logements en copropriété.

dentelé des hautes façades de verre qui coiffent maintenant l'alignement septentrional de la Grande Allée est peut-être un signe de la logique qui permet de passer d'un type de valorisation à l'autre.

En s'inscrivant dans la ville comme mode de développement, et non comme simple assise, le patrimoine, précédemment campé dans le rôle d'artifice coquet par le lissage et ses procédés d'augmentation, semble peu à peu se réduire à un « matériau » dont on peut user au gré de la valorisation foncière. L'épopée ubuesque de l'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul a inauguré de façon spectaculaire cette conception patrimoniale selon laquelle un hôtel de 300 chambres équivaut à une église pour peu qu'on en « conserve », quitte à les déplacer (!), la façade, le clocher ou, pourquoi pas, la mémoire.

Cette mésaventure, qui, à ce jour, n'a produit qu'une réserve foncière, aurait pu être un cas isolé. Mais l'histoire plus récente montre une récurrence, cette fois sur Grande Allée. Il s'y trouve une autre façade et un autre clocher qu'on a successivement voués au « pic des démolisseurs », assujettis à un « permis de déconstruction » puis reconstruits « à l'identique ». Sans compter la « méthode d'époque » à laquelle on aurait recouru pour la maçonnerie, faute d'avoir pu préserver la brique. L'augmentation patrimoniale aurait-elle engendré une confusion ? L'accroissement soutenu de la désirabilité induirait-il une préférence pour la valorisation coûte que coûte ? Bien sûr, on doit tenir compte du zèle louable de l'architecte face aux exigences des autorités municipales qui, ville patrimoniale oblige, encouragent cet échange. Mais on peut se demander si deux façades, un toit de tôle à la canadienne, des clochetons, une statue de saint Antoine de Padoue et quelques centaines de copropriétaires équivalent à un monastère et une chapelle. Ou si ces compromis, certes immédiatement profitables sur le plan de la fiscalité territoriale, ne sont pas autrement dommageables.

Cette enflure de la notion de patrimoine, de pair avec un certain emballement de la valorisation qu'elle sert bien, nous porte au-delà de la disparition de la compétence d'édifier que craignait Françoise Choay en 1992 dans *L'allégorie du patrimoine*. Elle apparaît comme une particularisation québécoise de l'effet patrimoine mondial, survenue de fil en aiguille. Selon cette particularisation, le patrimoine, dans un scénario extrême, n'a ni plus ni moins de valeur que son remplacement. Cela est par-

ticulièrement vrai dans le cas où, en contrepartie d'une énième valorisation foncière et dans la relative indifférence des autorités, on rend patrimonial ce remplacement par la magie d'un matériau ou d'un discours sur la sauvegarde. Dans la foulée, on pourrait tout aussi bien, même sur le sol du site du patrimoine mondial, démanteler n'importe quelle œuvre d'art public en arguant qu'elle est remplaçable.

Pour une ville si patrimoniale, Québec semble avoir connu, ces dernières années, une recrudescence de disparitions. Un phénomène qui s'explique sans doute par la raréfaction des friches post-industrielles qu'ont pu requalifier les premières poussées de valorisation, au lendemain de l'inscription à la Liste du patrimoine mondial. Elle passe peut-être même inaperçue tant surgissent rapidement, en lieu et place de ces immeubles vieux, détériorés, voire abandonnés, ceux qui accommodent et soutiennent la désirabilité des quartiers centraux. La mobilisation des habitants, née de l'effet de levier lié au patrimoine mondial, se serait-elle aussi effritée ?

À l'heure où se poursuit, dans ce site du patrimoine mondial trentenaire, le débat sur la capacité économique des habitants du Vieux-Québec de composer avec la valorisation de leur milieu de vie, il est utile de rappeler que l'équilibre entre la transformation et la valorisation d'un site inscrit dépend de la vision des autorités publiques. Elles seules peuvent garantir la pondération de la valorisation, de l'enrichissement collectif et de la production durable de lien social qui sont associés au patrimoine. Aucune toiture, aucun fenêtrage ni artifice architectural ne peut s'y substituer. Tributaire de la qualité patrimoniale de l'espace public et de ses parois, la désirabilité du milieu habité qui a marqué l'enclenchement de l'effet patrimoine mondial repose sur cet équilibre. Souhaitons donc que le chant des sirènes de la valorisation n'éclipse pas le patrimoine lui-même.

Lucie K. Morisset est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain et professeure au Département d'études urbaines et touristiques à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.

AREQUIPA, AU PÉROU

Quand l'inscription patrimoniale transforme

Photo: Matheum, iStock



par Mathieu Dormaels

Depuis que l'UNESCO a adopté la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, en 1972, la catégorisation des sites qui ont une valeur universelle exceptionnelle s'est complexifiée, et le nombre de biens sélectionnés n'a cessé de croître. La catégorie la plus importante, celle des villes, regroupe 193 des 1031 sites inscrits à la Liste du patrimoine mondial, sans compter les multiples monuments citadins (cathédrales, châteaux, etc.). Le patrimoine urbain semble donc un incontournable, ce qui n'a rien de si étonnant puisque la population mondiale réside principalement en ville. Cependant, vu leur dynamisme et leur propension aux changements, les villes constituent des sites particulièrement délicats à gérer. La préservation de leur patrimoine impose des contraintes qui exacerbent la compétition pour l'espace disponible que se livrent déjà les usages résidentiel, commercial, récréatif et autres. Surtout, on doit

L'inscription d'une ville à la Liste du patrimoine mondial comporte des obligations liées à la préservation des spécificités urbaines. Mais elle n'est pas seulement synonyme de conservation, comme le démontre l'exemple d'Arequipa, au Pérou.

éviter de mettre une ville « sous cloche », et plutôt considérer ses transformations comme indissociables de sa vie et de son identité. C'est ce que révèle le centre historique de la ville d'Arequipa, au Pérou, un site inscrit à la Liste du patrimoine mondial.

LES PARADOXES DE LA PATRIMONIALISATION

Les villes revêtent une importance particulière en Amérique latine : elles y sont, par leurs caractéristiques anciennes et



La Casa de la Moneda a pris de la couleur, comme le montrent ces photos réalisées avant (à gauche) et après sa transformation en hôtel de luxe.

Photos : Mathieu Dormaels



Tambo La Cabezona après restauration

Photo : Mathieu Dormaels

modernes, des marqueurs d'identité. Or, les centres-villes, dont celui d'Arequipa, y suscitent maintenant un intérêt renouvelé, grâce à leur patrimonialisation.

Fondée en 1540, la ville d'Arequipa possède un plan orthogonal typique des villes situées dans les anciennes colonies espagnoles. Le maintien relatif de ce plan depuis lors est d'ailleurs l'un des arguments clés qu'ont avancés les autorités locales pour justifier la valeur patrimoniale de son centre historique. L'autre élément invoqué est l'utilisation du *sillar*, un tuf volcanique produit localement, dans la construction des édifices datant de l'époque des colons espagnols. Aux yeux des habitants et des touristes toutefois, l'aspect distinctif principal d'Arequipa, dite « ville blanche », est sa couleur, attribuable à cette pierre locale. Or, contrairement au plan qui n'a subi que des modifications mineures, la couleur de la ville est, elle, une caractéristique beaucoup plus récente, dont on conteste fortement l'authenticité. En effet, de nombreuses recherches suggèrent que les bâtiments ont plutôt arboré diverses couleurs au fil du temps.

L'inscription du centre-ville d'Arequipa à la Liste du patrimoine mondial en 2000 est-elle venue préserver l'espace urbain de transformations affectant sa valeur patrimoniale, comme on pourrait s'y attendre ? L'analyse montre que non.

Il faut souligner que l'inscription du centre-ville d'Arequipa a pu aboutir grâce à un candidat à la mairie, élu en 1999, qui en a fait un projet politique et économique. Son objectif était clair : relancer le tourisme pour stimuler l'économie locale et la création d'emplois. Voilà sans doute un des paradoxes du patrimoine, qui se trouve amplifié dans le cas du patrimoine mondial : la

patrimonialisation de quartiers historiques ou de monuments, voire de sites naturels ou de paysages, vise bien souvent leur protection, mais aussi leur mise en valeur et le soutien de projets de développement local, notamment touristiques. Dans le cas d'Arequipa, ces ambitions ont entraîné des interventions sur le cadre bâti et un réaménagement de l'espace qui ont transformé le centre historique. L'aménagement de voies piétonnes et de places publiques, par exemple, répond davantage aux nécessités de l'industrie touristique et aux attentes des visiteurs internationaux qu'il ne coïncide avec la réalité historique.

Mais au-delà de ce paradoxe, il semble que les interventions correspondent avant tout à l'idée que l'on se fait d'un centre historique inscrit à la Liste du patrimoine mondial. On le constate à travers la relation qui se noue entre l'évolution de ces interventions et celle des philosophies de conservation à l'échelle internationale. À Arequipa, notamment au monastère de Santa Catalina, à l'église franciscaine des Récollets ainsi qu'à la Casa de la Moneda, transformée en hôtel de luxe, la réintroduction de la couleur cadre avec une nouvelle approche de la restauration, qui cherche à rétablir un état passé et attesté de l'édifice. Plus récemment, avec l'adoption par l'UNESCO de la Recommandation concernant le paysage urbain historique en 2011, la notion de patrimoine urbain évolue vers une approche plus holistique qui inclut l'ensemble de la ville, les pratiques et les traditions locales. Effectuée avec le souci de maintenir les populations fragiles qui y vivent, la restauration des *tambos* d'Arequipa – des habitats communautaires traditionnels très modestes – en est un bon exemple. Une autre illustration de cette influence internationale qui incite à associer éléments culturels et naturels ? L'intégration dans la planification urbaine de la préservation des zones agricoles traditionnelles qui bordent la rivière Chili, au centre de la ville.

LES ENSEIGNEMENTS D'AREQUIPA

D'un point de vue théorique, le centre historique d'Arequipa met en évidence plusieurs processus de patrimonialisation, l'inscription à la Liste du patrimoine mondial étant le plus récent. En effet, certaines significations données à la ville ou aux monuments ont surgi en même temps que des événements marquants dans l'histoire de la ville. L'idée qu'une certaine résilience face aux catastrophes naturelles ferait

partie de l'identité de la population est par exemple apparue avec le séisme de juin 2001, qui a lourdement endommagé de nombreux bâtiments, dont la cathédrale. Les stratégies qu'adoptent les habitants eux-mêmes pour s'approprier ces significations vraies ou fausses, notamment en utilisant le label du patrimoine mondial, constituent une forme sociale de processus de patrimonialisation.

Par ailleurs, l'analyse de l'exemple d'Arequipa fait ressortir trois effets possibles de l'inscription à la Liste du patrimoine mondial. D'abord, un effet d'amplification des dynamiques préexistantes, qui peut exacerber les tensions présentes. Puis, un effet d'essentialisation qui concentre l'attention sur la zone inscrite au détriment du reste de la ville, alors plus vulnérable aux destructions. Enfin, un effet d'uniformisation puisque, pour attirer et satisfaire la clientèle touristique locale et mondiale, les gestionnaires de la ville ont

tendance à appliquer des standards, réels ou imaginaires, en matière de patrimoine. Sur le plan méthodologique, le cas d'Arequipa confirme l'importance de contextualiser toute étude du patrimoine. En effet, les études patrimoniales doivent considérer chaque site en lui-même. Cela vaut aussi pour les plans de conservation et de mise en valeur, qui doivent s'adapter à chaque contexte. Il en va du maintien de la valeur des sites, qu'ils figurent ou non à la Liste du patrimoine mondial.

Mathieu Dormaels est professeur associé au Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM. Il s'est intéressé à Arequipa dans sa thèse *La construction du patrimoine mondial. Transformations physiques et appropriation locale dans la patrimonialisation du centre-ville historique d'Arequipa, Pérou*.



Les vendeurs ambulants d'Arequipa se sont approprié la mention «Arequipa patrimonio de la humanidad».

Photos: Mathieu Dormaels et Luc Noppen

Atelier de ferblanterie MBR

- ❖ corniche architecturale
- ❖ toiture à la canadienne
- ❖ toiture à baguettes
- ❖ bardeau de cèdre
- ❖ cuivre
- ❖ toiture à joints pincés
- ❖ ardoise
- ❖ écailles de poisson

Atelier
600, rue Leclerc, suite 2
Répentigny, QC, J6A 4X7
Tél.: 514 346 3691
Fax: 450 657 2863

« Le résultat obtenu est de **grande qualité** et respecte le caractère original des éléments architecturaux. »
- PRIX DE L'ARTISAN 2011

Héritage en DANGER



Sur les 1031 biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, 48 sont en péril.

Les guerres, les catastrophes naturelles, le développement urbain et le tourisme menacent ces joyaux de l'humanité. L'UNESCO voudrait bien tous les sauver.

Mais sa capacité d'intervention comporte des limites.

par Valérie Gaudreau

Mai 2015, la ville antique de Palmyre, en Syrie, passe aux mains des extrémistes du groupe armé État islamique (EI). Ils truffent d'explosifs le site vieux de 2000 ans pour en détruire de larges segments. Le geste soulève l'indignation de la communauté internationale. En s'attaquant à ce précieux site du patrimoine mondial de l'UNESCO, les djihadistes s'en sont pris à la mémoire de toute l'humanité.

À l'UNESCO, la directrice générale, Irina Bokova, réagit vivement. « Cette nouvelle destruction montre à quel point les extrémistes

sont terrifiés par l'histoire et la culture, car la connaissance du passé décrédibilise et délégitime tous les prétextes utilisés pour justifier ces crimes, et les fait apparaître pour ce qu'ils sont : une pure expression de haine et d'ignorance », a-t-elle déclaré le 5 octobre 2015. L'EI venait alors de détruire l'arc de triomphe de Palmyre, le plus récent chapitre d'une succession de démolitions. Palmyre, poursuit M^{me} Bokova, représente « tout ce que les extrémistes ont en horreur : la diversité culturelle, le dialogue des cultures, la rencontre des peuples ».

En entrevue à *Continuité*, la présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, Christina Cameron, salue le courage et la vigueur de la dénonciation de

En août dernier, le groupe armé État islamique détruisait un des joyaux de la ville de Palmyre en Syrie : le temple de Bel.

Photo : Joel Carillet, iStock



La ville historique de Zabid, au Yémen, est entre autres reconnue pour son architecture domestique et militaire. On voit ici sa citadelle.

Photo : BremecR, iStock



La ville de Bam, en Iran, durant sa reconstruction après le tremblement de terre de 2003

Photo : mathess, iStock

M^{me} Bokova. Car oui, le fait d'appartenir au patrimoine mondial transforme ces trésors historiques en cible pour les idéologues. En mars 2001, les talibans avaient fait de même en détruisant les bouddhas de Bamiyan en Afghanistan, des statues géantes des III^e et IV^e siècles que l'UNESCO avait classées. « Ces groupes veulent effacer la mémoire. De ce point de vue, les sites du patrimoine mondial les attirent, car ce sont des biens considérés comme précieux pour toute l'humanité », explique M^{me} Cameron, aussi professeure à l'Université de Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti.

Mais comment arrêter ces destructions ? La question est complexe. Surtout, elle montre une certaine limite des pouvoirs de l'UNESCO en la matière, les nations étant les premières responsables du maintien de l'intégrité de leurs biens, rappelle M^{me} Cameron. Or, Palmyre se trouve sous le joug d'une organisation terroriste. « Dans ce cas-ci, on n'a pas d'État partie évident. L'UNESCO ne peut pas arriver comme un cheveu sur la soupe. On est confrontés à un système comme l'État islamique, qui n'est pas une nation, explique-t-elle. Et l'UNESCO a des règlements quant au niveau de sécurité. »

PLUSIEURS TYPES DE RISQUES

Toutes les menaces qui planent sur les sites de l'UNESCO ne sont pas aussi spectaculaires ou criantes qu'à Palmyre. Reste qu'en certains endroits, elles s'avèrent assez sérieuses pour que les biens visés s'ajoutent à la Liste du patrimoine mondial en péril.

Cette liste les divise en deux catégories. La première est le péril prouvé, où le bien fait face à un danger imminent, comme l'altération de ses matériaux, la perte de son authenticité historique ou encore une dénaturation de sa signification culturelle. L'autre catégorie est la mise en péril. Il s'agit alors de contextes sociaux ou politiques qui pourraient s'avérer nuisibles, par exemple la modification du statut juridique d'un bien, un manque de volonté des autorités pour l'entretenir ou encore des conflits armés, comme dans la vallée de Bamiyan en Afghanistan.

Mais il n'y a pas que la guerre. Des catastrophes naturelles ou des constructions malheureuses menacent aussi. En Iran, un tremblement de terre a dévasté la cité de Bam en 2003. Plus récemment, en 2014, le Comité du patrimoine mondial a inscrit la ville de Potosí en Bolivie sur la Liste du patrimoine mondial en péril « en raison des activités minières incessantes



Les activités minières qui se déroulent dans la montagne du Cerro Rico près de la ville de Potosí, en Bolivie, menacent la pérennité de ce site du patrimoine mondial.

Photo : DC Colombia, iStock

et incontrôlées dans la montagne du Cerro Rico qui risquent de dégrader le site». Enfin, au Yémen, le remplacement de maisons par des bâtiments de béton porte atteinte à l'intégrité de la ville historique de Zabid. À la demande de l'État partie, en 2000, l'UNESCO a commencé à aider « les autorités locales à élaborer un plan de conservation urbaine », peut-on lire dans les documents de l'organisation.

Car, on n'y échappe pas, la démarche doit avant tout venir des pays, martèle Christina Cameron, qui se sert d'une image lors de conférences où on lui demande pourquoi l'UNESCO ne peut être plus coercitive. « Je montre souvent une photo du siège

social à Paris, avec tous les mâts de drapeau, pour dire que l'UNESCO, c'est le secrétariat des nations », dit-elle.

Heureusement, la simple perspective d'avoir un bien patrimonial en péril, voire la crainte de perdre ce prestigieux titre, convainc d'habitude les pays d'agir. « La Liste du patrimoine mondial en péril est comme une tache noire. Et les États font tout pour ne pas y être », illustre M^{me} Cameron.

LA MENACE TOURISTIQUE

Au-delà de la responsabilité d'entretenir un site classé, il y a bien sûr des avantages à faire partie de la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO : fierté identitaire, impression de laisser sa trace, prestige et retombées touristiques potentielles.

Professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières récemment entrée au Département de géographie de l'Université Laval, Pascale Marcotte note aussi qu'un consensus entre les autorités politiques,

intellectuelles et citoyennes est nécessaire pour entreprendre les longues démarches en vue d'obtenir le précieux label du patrimoine mondial. « Ça permet de mobiliser les acteurs régionaux, notamment touristiques », dit-elle.

Le tourisme, on y vient. Si les sites historiques donnent à voir ce que la planète a de plus beau et significatif à offrir, une fréquentation soutenue peut cependant mettre en péril leur intégrité.

Lors d'études menées avec Laurent Boudreau de l'Université Laval, M^{me} Marcotte s'est penchée sur la promotion touristique des merveilles de l'UNESCO, en hausse depuis les années 1990. « On s'est mis à s'intéresser plus au tourisme culturel dans lequel s'inscrivent les sites du patrimoine mondial. »

Cette popularité croissante n'est pas sans impact pour une région qui veut mousser ses attraits historiques, mais qui doit subir les conséquences d'une trop grande affluence. D'où une dualité entre promotion et conservation. « Un des cas exemplaires est celui du Machu Picchu au Pérou, dit-elle. Il a été envahi par les touristes. » Par crainte de voir le site se dégrader, les autorités péruviennes ont imposé des tarifs plus élevés aux visiteurs étrangers qui souhaitent découvrir ce formidable héritage de l'Empire inca. Jusqu'à 100 \$, affirme-t-elle. « On a dit : "Si tu veux venir, paye pour." » En marketing, on parle de « démarketing », une notion qu'on retrouve pour les sites à protéger. On augmente le prix pour diminuer la demande. » Dans certains endroits, on va aussi limiter la publicité. « Ça peut permettre une visite plus satisfaisante. Avec des milliers de personnes, on peut perdre complètement l'esprit du lieu », poursuit M^{me} Marcotte en soulignant toutefois que plusieurs régions peuvent difficilement se priver d'une telle manne touristique. Comme Christina Cameron, elle rappelle néanmoins que la responsabilité de maintenir l'intégrité du site revient à l'État, et non à l'UNESCO.

TROP DE BIENS SUR LA LISTE ?

À l'heure où les sites du patrimoine attirent les touristes, les pays sont de plus en plus nombreux à souhaiter qu'on reconnaisse leur héritage, note Pascale Marcotte. Existe-t-il une crainte de voir la valeur de la désignation diminuer ? La question s'est souvent posée à l'UNESCO, dit-elle. « C'est l'effet inverse de tous les labels. Il y en a tellement qu'on ne sait pas ce qu'ils veulent dire. Du fait qu'on est de

YOUTUBE AU SECOURS D'ANGKOR

Plus d'un millénaire sépare la construction des temples d'Angkor de la création de YouTube. Les contemporains de l'Empire khmer ne se doutaient sûrement pas qu'un jour, au XXI^e siècle, la populaire plateforme de diffusion de vidéos servirait à sensibiliser les touristes ! Or, voilà que les autorités cambodgiennes ont lancé en décembre un code de conduite pour inviter les 2,5 millions de visiteurs annuels à bien se comporter dans le site khmer, de plus en plus menacé par cette marée humaine. La campagne d'affichage est assortie de la diffusion sur YouTube d'une publicité misant sur l'humour. On y voit des gardiens d'un autre millénaire découragés devant le comportement des touristes d'aujourd'hui qui dérogent à la signalisation ou qui prennent un égoportrait avec les moines du temple. Le code demande aussi aux visiteurs d'éviter de toucher les pierres, de laisser des déchets, de fumer et de donner aux enfants qui mendient. On peut voir la vidéo au <https://goo.gl/PfRbIR>.

plus en plus nombreux à avoir quelque chose d'exceptionnel, on devient moins exceptionnel.»

Christina Cameron assure aussi comprendre cette préoccupation. Mais «sur le plan théorique et philosophique», elle estime difficile d'imposer des limites, notamment parce que la notion de patrimoine évolue. «Chaque fois qu'un pays présente un site au Comité du patrimoine mondial, il s'engage à le protéger à long terme. Pour moi, si un site a une valeur, c'est un ajout. Parce qu'à long terme, on va en perdre, comme Palmyre, c'est certain.»

Valérie Gaudreau est journaliste.



Afin de diminuer l'affluence touristique et les dégradations qu'elle entraîne, les autorités péruviennes ont décidé d'imposer des tarifs plus élevés aux étrangers qui visitent le Machu Picchu.

Photo: Marcel Krol, iStock

Atelier
L'ÉTABLI
Ébénisterie

L'ÉBÉNISTERIE AU SERVICE DU PATRIMOINE

Nous possédons les outils, le savoir-faire, le professionnalisme et ce qu'il faut de passion pour créer ou reproduire toutes vos boiseries ornementales, intérieures ou extérieures.

Prix de l'artisan Opération patrimoine architectural de Montréal 2006

T.514.270.0115 | 2050, rue Dandurand, local 409
Montréal (QC) H2G 1Y9

www.atelier-letabli.ca

Au Musée de la civilisation

LIGNES DE VIE

ART CONTEMPORAIN DES AUTOCHTONES D'AUSTRALIE

Une exposition réalisée par le Musée de la civilisation en collaboration avec la Kluge-Ruhe Aboriginal Art Collection de l'Université de Virginie

Achetez vos billets en ligne au mccq.org

MUSÉE DE LA CIVILISATION
Québec

ALCQA
PARTENAIRE DE LA PROGRAMMATION

Trésors nationaux

Pour découvrir les joyaux de l'humanité, nul besoin de se rendre à l'étranger.

Saviez-vous que 17 sites de la Liste du patrimoine mondial se trouvent au Canada ?

Survol de 10 d'entre eux, selon leur date d'inscription.

par Ariane Marin-Perreault

DES VIKINGS EN AMÉRIQUE À L'ANSE AUX MEADOWS (1978)



Photo : Sheldon Stone, Parcs Canada

Situé à l'extrémité de la péninsule Great Northern à Terre-Neuve-et-Labrador, le lieu historique national de L'Anse aux Meadows met en valeur les vestiges d'un site viking millénaire. C'est grâce à des sagas vikings tirées de manuscrits médiévaux d'Islande que cet endroit, le premier habité par des Européens en Amérique du Nord, a été découvert en 1960.

Vers 985, de forts vents font dévier des marchands islandais en route vers le Groenland. Ces commerçants seront les premiers à décrire la présence à l'ouest de nouveaux territoires. Quinze ans plus tard, Leif Eriksson, fils d'Erik le Rouge, passera un hiver à Straumfjord, ou camp de Leif. Les années suivantes, des membres de sa famille et des colons visiteront ses installations. Ils voyageront possiblement aussi loin au sud qu'au Nouveau-Brunswick.

Nul ne sait combien de temps les Scandinaves passent à L'Anse aux Meadows – peut-être quelques années seulement –, mais ils y vivent assez longtemps pour y construire de grandes maisons, plusieurs ateliers et une petite forge où, pour la première fois au Nouveau Monde, on fond le fer. Après leur départ, les bâtiments tombent en ruine et la nature reprend possession des lieux.

DES TRACES DU CRÉTACÉ AU PARC DINOSAUR (1979)

À la fin de la dernière période glaciaire, il y a environ 13 000 ans, l'eau de fonte des glaciers a sculpté les fragiles couches de grès et de mudstone qui recouvraient le site de l'actuel parc provincial Dinosaur, aux abords de la rivière Red Deer en Alberta. Cette érosion a peu à peu dénudé la plus remarquable concentration de fossiles de dinosaures du Crétacé jamais découverte. Ces fossiles de haute qualité, dont la variété et le nombre sont exceptionnels, représentent tous les groupes connus de dinosaures de cette période. L'érosion a aussi révélé des empreintes d'os, de dents et de peaux de poissons, d'amphibiens, de tortues, d'oiseaux et de mammifères primitifs.

À compter des années 1880, des fouilles ont permis de prélever sur ce site plus de 300 squelettes en excellente condition. Beaucoup d'entre eux se trouvent maintenant dans 30 musées à travers le monde.

Le parc Dinosaur, long de 27 km, impressionne aussi par ses *badlands*. Ce paysage désolé est né de phénomènes géologiques majeurs combinés à l'érosion. Des cheminées des fées (colonnes naturelles de roche) et des mesas (buttes à sommet plat) lui donnent du relief.

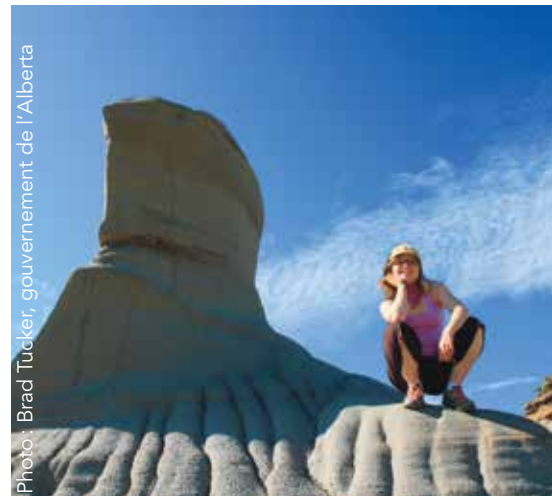


Photo : Brad Tucker, gouvernement de l'Alberta

EN SOUVENIR DES HAÏDAS DE SGANG GWAAY LLNAGAAY (1981)



Photo : Parcs Canada

La culture haïda s'ancre dans les richesses de la mer et des forêts: les fruits de mer et le saumon constituent les denrées de base tandis que les thuyas géants servent à construire canots, habitations et totems. Au large de la côte ouest de la Colombie-Britannique, des dépôts de coquillages de 2 mètres de haut prouvent que des Haïdas ont habité SGang Gwaay (île Anthony), dans l'archipel d'Haïda Gwaii (îles de la Reine-Charlotte), durant des millénaires.

Vers 1880, des maladies ont décimé la population du village de SGang Gwaay Llnagaay (Nan Sdins). Il y subsiste des ruines: des charpentes de maisons, des colonnes mortuaires et des mâts totémiques abîmés par le temps. Témoignage unique, ces vestiges révèlent la puissance et le talent artistique des Haïdas. Les mâts sculptés figurent au rang des plus remarquables du monde.

L'ALLIÉ DES CHASSEURS: LE HEAD-SMASHED-IN (1981)

Pendant environ 5700 ans, soit jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les peuples des plaines d'Amérique du Nord ont subsisté grâce à la chasse au bison. Pour abattre un grand nombre de ces proies, rien ne surpassait les précipices. Au moyen de monticules de pierres, de feux et de couvertures, les autochtones dirigeaient les bêtes vers une fosse profonde de 10 à 18 mètres, où elles tombaient, affolées. En contrebas, ils les dépeçaient pour ensuite en utiliser la viande, la peau, les os, les cornes et même le crottin.



Photo : Head-Smashed-In Buffalo Jump

Head-Smashed-In, situé dans les collines de Porcupine, au sud-ouest de l'Alberta, est le plus imposant, le plus ancien et le mieux préservé des précipices à bisons. Des milliers de bêtes y ont trouvé la mort. Un site de dépeçage de 1 km de long se situe tout près. On y voit des traces d'entrepôts de viande et de lieux de cuisson. Il recèle en outre des amoncellements d'os de bisons atteignant jusqu'à 1 mètre d'épaisseur!

DES COMMUNAUTÉS IMPLIQUÉES

En naviguant sur le site Web de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO, on découvre, à la rubrique Belles réussites, un paragraphe qui salue la coopération entre Parcs Canada et diverses communautés locales. Cette collaboration concerne la planification et la gestion des zones marines de conservation ainsi que des lieux historiques et des parcs nationaux, dont certains font partie du patrimoine de l'humanité. Plus de détails à magazine.continuite.com

CHARRÉ de recherche du Canada en patrimoine urbain
Concordia
Montréal 3 au 8 juin 2016

Que canvia el patrimoni?
Le patrimoine, ça change quoi?
ما الذي سيغير التراث؟
Identité. Droits. Territoire. Politiques. Communautés. Conflits. Culture. Économie. Environnement. Épistémologies. Mémoire. Société.

Redécouvrez le patrimoine au XXI^e siècle.
Découvrez des enjeux. Décelez les défis.

Association of Critical Heritage Studies
Troisième congrès biennal
MONTREAL, CANADA 13-8 juin 2016

Le congrès ACHS2016 vous attend.
www.achs2016.uqam.ca

Le magazine *Continuité* est heureux de commanditer la participation d'un étudiant de l'UQAM au congrès international ayant pour thème « Le patrimoine, ça change quoi? »

BISONS EN LIBERTÉ À WOOD BUFFALO (1983)



Photo: John McKinnon, Parcs Canada

Avec ses 44 807 km² de forêts boréales et de plaines à cheval entre l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest, Wood Buffalo est le plus grand parc national au Canada et le seul endroit où le rapport prédateur-proie entre loup et bison des bois s'est maintenu, sans s'interrompre, au fil du temps. S'il est l'incarnation même des espaces sauvages du Nord canadien, sa valeur réside entre autres

dans l'habitat vital qu'il offre à plusieurs espèces. Ses prairies d'herbe et de laîche vierges, parmi les plus vastes et les dernières en Amérique du Nord, abritent le plus important troupeau de bisons en liberté au monde. Quant à son delta intérieur d'eau douce, le plus imposant à l'échelle mondiale, une multitude d'oiseaux aquatiques et migrateurs sauvages y vit. Même que la dernière bande migratrice de grues blanches de la planète y a son aire de nidification protégée. Autre fait à signaler: on y trouve le plus gros barrage de castors du monde.



LA GRIFFE BRITANNIQUE DU VIEUX LUNENBURG (1995)

Photo: Ron Garnett / Airscapes, Parcs Canada

Le Vieux Lunenburg, en Nouvelle-Écosse, témoigne de la colonisation britannique et du développement urbain au XVIII^e siècle. Ses rues droites et ses coins carrés constituent le meilleur exemple encore existant des plans de ville modèles propres à l'ancien Empire britannique. À l'époque, le Board of Trade and Plantations de Londres créait des plans en damier sans égard à la topographie locale. Résultat: les rues de Lunenburg sont très droites, mais parfois d'une inclinaison à donner le vertige. La plupart des 400 édifices principaux du Vieux Lunenburg, faits de bois et vivement colorés, datent des XVIII^e et XIX^e siècles.



Photo: Robert Baronnet, parc national de Miguasha, Sépaq

LA VIE IL Y A 380 MILLIONS D'ANNÉES AU PARC NATIONAL DE MIGUASHA (1999)

Le nombre et la qualité de conservation des fossiles du parc national de Miguasha, dans la baie des Chaleurs, sont exceptionnels. Cela explique pourquoi, parmi les quelque 60 sites fossilifères de la période dévonienne sur la planète, ce site découvert en 1842 est le seul à figurer à la Liste du patrimoine mondial. La grande diversité de ses vertébrés, invertébrés et plantes (algues et microorganismes) témoigne de la vie telle qu'elle existait sur Terre il y a 380 millions d'années. Recueillis à compter de 1879 puis envoyés aux musées et aux universités des quatre coins du monde, les milliers de spécimens de fossiles de Miguasha ont permis aux scientifiques de reconstituer un tableau quasi complet de cet écosystème du Dévonien, ou âge des poissons. Sa renommée mondiale et sa notoriété scientifique, ce site les doit d'ailleurs à ses 20 espèces de poissons fossiles, dont certaines témoignent du passage de la vie de la mer à la terre.

STRATÉGIQUE, LE CANAL RIDEAU (2007)

S'étendant sur 202 km, de Kingston à Ottawa, et comprenant 24 écluses, le canal Rideau est le plus ancien des canaux nord-américains utilisés en continu jusqu'à aujourd'hui. Conçu par le lieutenant-colonel John By, il date du XIX^e siècle, une période faste pour la construction de telles voies navigables. Encore aujourd'hui, il suit son tracé original, et la plupart de ses structures d'époque sont intactes. Cela en fait le canal à plans d'eau successifs le mieux conservé d'Amérique du Nord. Aménagé dans la foulée de la guerre anglo-américaine de 1812, il devait permettre aux troupes et aux approvisionnements de Montréal de gagner le Haut-Canada et l'important chantier naval de Kingston si la voie fluviale était bloquée.



Source: Tourisme Ottawa

LE PAYSAGE HUMANISÉ DE GRAND-PRÉ (2012)

Au XVII^e siècle, les colons acadiens installés en bordure du bassin Minas, bras sud de la baie de Fundy, en Nouvelle-Écosse, entreprennent de transformer leur environnement de marais salant en sols fertiles. Pour ce faire, ils mettent en œuvre un système de digues en terre, de fossés et d'aboiteaux destiné à retenir les puissantes marées. Une idée novatrice et ingénieuse. On appelle cet impressionnant ouvrage le polder agricole de Grand-Pré. Toujours en usage, il est l'un des polders les mieux préservés au monde puisque, l'un après l'autre, les pionniers acadiens, les *planters* de la Nouvelle-Angleterre et les agriculteurs d'aujourd'hui l'ont développé et entretenu. C'est ce qui a valu au paysage de Grand-Pré son inscription à la Liste du patrimoine mondial. Cela et le fait que l'endroit est associé à la déportation des Acadiens, amorcée en 1755.



Photo: Chris Reardon, Parcs Canada

LE RÔLE DE PARCS CANADA

L'Agence Parcs Canada représente le Canada en tant qu'État partie à la Convention du patrimoine mondial. À ce titre, elle dirige la mise en œuvre de cette convention au Canada et coordonne la participation des partenaires provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones à la gestion et à la protection des 17 sites canadiens. Elle conduit également le processus d'inscription des biens du Canada à la Liste du patrimoine mondial. Enfin, l'Agence doit régulièrement rendre compte de l'état des trésors nationaux inscrits et des mesures de protection adoptées pour assurer la conservation de leur valeur exceptionnelle. Il en va de leur place sur la liste !

LA STATION BALEINIÈRE BASQUE DE RED BAY (2013)



Photo : John McQuarrie, Parcs Canada

Des années 1540 jusqu'au début des années 1600, environ 2000 Basques quittent chaque année le sud de la France et le nord de l'Espagne pour venir chasser la baleine sur la côte est du Canada et le long de la Basse-Côte-Nord, au Québec. À compter des années 1580, des milliers d'hommes travaillent à la station baleinière basque de Red Bay. On croit que cette station située sur les rives du détroit de Belle Isle était la plus importante du monde à son époque. Sur le rivage, des fouilles archéologiques ont mis au jour des artefacts qui lui sont associés. Parmi ceux-ci, des installations de transformation de la graisse de baleine en huile, des tonnelleres, des ateliers, des résidences temporaires et des quais de même qu'un amas considérable d'os de baleine. La découverte de pièces de navires dans le port de Red Bay a par ailleurs permis d'approfondir les connaissances sur la technologie navale ibérique du XVI^e siècle. Par la diversité de ses vestiges archéologiques, la station baleinière de Red Bay est la plus étendue, la mieux conservée et la plus complète du genre.

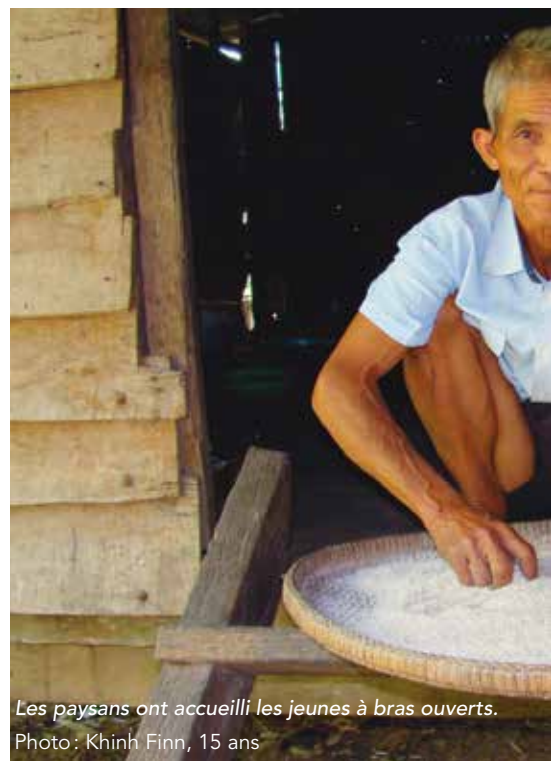
Ariane Marin-Perreault travaille à la Direction générale de la conservation et de la commémoration du patrimoine de Parcs Canada.

Conserver, étudier et mettre en valeur
le patrimoine depuis des décennies

BFH
société d'architecture

Site historique A.C. Davie, Lévis

Journal d'une C



Les paysans ont accueilli les jeunes à bras ouverts.
Photo : Khinh Finn, 15 ans

La coopération internationale prend toutes sortes de formes.

*À preuve, une initiative de l'Association Québec-Cambodge
a permis d'éveiller les jeunes d'Angkor*

à la richesse de leur patrimoine.

par Blandine Clerget

Le temple du Bayon, situé à Angkor Thom,
est reconnu pour ses tours à quatre visages.
Photo : Blandine Clerget

Des scooters qui filent de tous les côtés, des rizières verdoyantes où poussent çà et là des palmiers, des *tuk-tuk* promenant des touristes et, au détour d'un chemin, un imposant profil sculpté qu'on croirait sorti d'un ouvrage d'archéologie... Bienvenue au Cambodge !

DES TEMPLES DANS LA JUNGLE

En novembre 2015, neuf autres coopérants de l'Association Québec-Cambodge et moi sommes partis avec un projet en poche : « Les enfants d'Angkor, l'enjeu de l'éducation au patrimoine ». Notre objectif était de proposer à des jeunes vivant dans le parc archéologique d'Angkor, qui compte près de 120 000 habitants, des ateliers pédagogiques variés (photo, dessin, savoir-faire, musique) pour les sensibiliser à l'importance de leur patrimoine.

Pourquoi Angkor ? Parce que c'est l'un des principaux sites archéologiques de l'Asie du Sud-Est. S'étendant sur quelque 400 km² couverts en partie par la forêt, il recèle les vestiges des différentes capitales de l'Empire khmer, qui a rayonné entre le IX^e et le XV^e siècle. Les monuments les plus emblématiques de l'ensemble sont les temples Angkor Vat et du Bayon, ce dernier étant situé à Angkor Thom et orné de tours à quatre visages. Dégagé de la jungle par des

coopérante



archéologues français au XIX^e siècle, le site d'Angkor a été ajouté à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1992.

Mais sur un tel site, pas question d'improviser. L'Autorité pour la protection du site et l'aménagement de la région d'Angkor (APSARA), notamment par le soutien logistique qu'elle nous a offert, a rendu ce projet possible. M. Khuon Khun-Neay, directeur général adjoint du Département des monuments et de l'archéologie, s'est chargé de sa préparation en amont, et M. Khieu Chan, en aval, de la coordination des activités à Angkor.

L'EXPÉRIENCE CAMBODGIENNE

Notre mission: proposer une version cambodgienne de l'Expérience photographique du patrimoine, un concours qu'Action patrimoine organise au Québec depuis 2001 pour initier les jeunes du secondaire aux notions de patrimoine, d'histoire et de photographie et pour susciter chez eux un sen-

timent d'appartenance à l'égard du patrimoine culturel de leur région.

Sur le vaste territoire d'Angkor, les jeunes de 12 à 17 ans qui participent à nos ateliers fréquentent quatre écoles: Rumchék, Daun Kèò, Ta Èk et Kèò Por. Les classes comptent de 29 à 62 élèves. Tout un défi pour notre atelier! Et ce n'est pas le seul... La plupart des élèves se rendent à l'école à vélo dès 7 h et en repartent à midi, telle une envolée de moineaux en uniformes. Quant à nous, il nous faut pas loin d'une heure de *tuk-tuk*, une carriole tirée par un scooter, pour accéder à l'une d'entre elles. Ce trajet dans la campagne nous permet de prendre le pouls de la vie quotidienne des Cambodgiens... et de repérer des sujets à photographier. Autre surprise: il n'y a pas d'électricité dans les écoles. Qu'à cela ne tienne, les piles de nos appareils photo sont chargées à bloc!

Avec Francine et Rock, mes collègues de l'atelier photo, je me rends à la première

Cette maison aux esprits témoigne d'une coutume locale; les habitants cherchent à s'attirer les bonnes grâces des esprits en y déposant des offrandes.

Photo: Lim Leakhana, 13 ans

rencontre. À notre arrivée, les élèves se lèvent comme un seul homme pour nous souhaiter la bienvenue et nous regardent avec de grands yeux écarquillés, pleins de curiosité. À force de sourires, de «hello!», de «my name is...», nous brisons la glace. Car, disons-le, notre khmer est encore hésitant. Grâce à Kongkea, notre animateur-interprète d'Apsara, le dialogue s'amorce, et nous entrons dans le vif du sujet: le patrimoine. Nous l'abordons de façon imagée, grâce à des fiches pédagogiques qui illustrent l'héritage cambodgien lié au site d'Angkor, mais aussi l'héritage québécois, histoire d'ouvrir ces jeunes esprits à d'autres cultures.



Le tressage du rumchék est essentiel à l'économie des petits villages. Ici, une vannière démontre ce savoir-faire ancestral.
Photo: Blandine Clerget



Hors des sentiers battus, un des groupes d'explorateurs a même photographié les restes d'un temple caché par la forêt.
Photo: élèves de l'école de Ta Èk

Puis vient le temps d'enseigner à nos élèves les rudiments du cadrage et de leur expliquer le fonctionnement de nos appareils numériques. La plupart de nos apprentis photographes n'en ont jamais vu et s'esclaffent en apercevant les visages de leurs amis sur le petit écran. La timidité du début fait place à l'amusement et à la découverte. Les rires fusent, des tapes dans le dos s'échangent. Bref, les enfants ont du plaisir. Et c'est par des onomatopées – « clic! », « zoom! » – que nous arrivons à nous faire comprendre et à gagner leur intérêt.

TRAVAIL DE TERRAIN

À notre deuxième rencontre, nous constituons de petits groupes. J'essaie de mémoriser les prénoms : Vaneth, Makara, Sokol, Chantrea... Nous partons cette fois à la découverte des alentours. C'est une meute de gamins pas mal excités qui débarquent chez les villageois, étonnés. En expliquant aux habitants le sens de cette intrusion, Kongkea met tout le monde à l'aise : l'accueil est chaleureux, des sourires se dessinent. Et les adultes jouent le jeu. Une

villageoise apprête du *rumchék* (une plante locale) pour le tresser en natte ou en panier. Ce geste dénote un savoir-faire de longue date, toujours essentiel à l'économie de ces petits villages qui vivent surtout de l'artisanat. La vannière prend la pose, amusée. Le patrimoine immatériel est bien vivant.

Nos jeunes se prennent d'enthousiasme et cherchent les sujets à photographier : une nasse à poissons en roseau, une charrette, une habitation traditionnelle cambodgienne... et même la maison aux esprits du voisin, sorte de petite construction en bois ou en ciment où les habitants déposent des offrandes aux esprits protecteurs. La notion de paysage culturel est plus difficile à faire comprendre, mais une rizière verdoyante où viennent travailler les villageois nous en fournit un bel exemple.

Quant aux fameux temples d'Angkor, nous aurions bien sûr aimé les photographier, mais ne pouvions pas y accéder à pied. Cependant, à Ta Èk, des jeunes nous expliquent que se trouve, à distance de marche, un temple en ruine envahi par la végétation. Tels des Indiana Jones, nous entrons sous la canopée étouffante. Blocs de latérite, linteau couvert de mousse décoré d'une tête d'éléphant, pilastres finement sculptés s'y cachent : il y a bien là les restes d'un temple dévoré par la forêt. Les explorateurs français du XIX^e siècle ont dû vivre ce genre de découverte. Nous imaginons mieux le travail colossal qu'ils ont accompli pour tirer de leur écrin vert les merveilles khmères du site d'Angkor.

RICHE PANORAMA

Comme sa version québécoise, le concours de photographie d'Action patrimoine au Cambodge demande aux participants d'intituler leur image et de l'accompagner d'un

UN DÉTOUR PAR PREAH VIHEAR

Par une route digne d'un rallye automobile, nous accédons au site de Preah Vihear. Sous les drapeaux de l'UNESCO et du Royaume du Cambodge, M. Pheng Sam Oeum, directeur du Département des monuments et de l'archéologie de l'Autorité nationale de Preah Vihear, nous accueille. Le temple datant de la première moitié du IX^e siècle a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO le 7 juillet 2008, à Québec. Une série de sanctuaires reliés par des chaussées et des escaliers imposants le compose. Sa situation géographique impressionne : de son plateau à plus de 600 m d'altitude, il surplombe toute la plaine. La qualité des ornements sculptés de ses *gopuras* (des portes monumentales) nous frappe... ainsi que la présence de militaires armés. Un rappel du contentieux politique qui a opposé le Cambodge et la Thaïlande à propos de ce temple situé à la frontière des deux pays. Source de grande fierté nationale, la récente reconnaissance de Preah Vihear par l'UNESCO est en effet promesse de retombées touristiques et économiques enviables, qui rejailliront sur les populations locales. Une occasion de nouveaux projets d'éducation au patrimoine dans les écoles?

texte. À cette étape, les jeunes prennent vraiment conscience de ce qu'est leur patrimoine. Ils réfléchissent au sens de leur cliché et l'expriment noir sur blanc, d'une belle écriture tout en rondeur. Ils s'appliquent, décorent leurs feuilles de fleurs et de papillons. Ils sont fiers!

Au total, 238 des prises de vue réalisées par les 168 participants ont été imprimées. Nous les avons présentées, en associant chacune à un portrait de son ou ses photographes, lors d'une exposition qui réunissait aussi les dessins et les bricolages des autres ateliers. À cette occasion, les 12 gagnants du concours ont reçu leur photo en tirage grand format encadré. Il fallait voir leur expression ébahie et leur sourire! Au moment où nous allions partir, tous ont entendu pour nous *Gens du pays* de Gilles Vigneault dans leur français débutant.

Nous avons quitté le cœur gros ces beaux visages qui sont l'avenir du Cambodge.

En abordant la notion de patrimoine de multiples façons, nos ateliers ont éveillé chez les enfants d'Angkor un sentiment de responsabilité et de fierté collective à l'égard de l'histoire cambodgienne. Éduquer les adultes de demain au patrimoine est essentiel à la préservation des sites archéologiques et des savoir-faire ainsi qu'au respect de l'environnement. Avec ce projet, une pierre s'ajoute à l'édifice. Souhaitons qu'elle soit aussi solide que celles, bien réelles, qui constituent les fondations des temples du site d'Angkor.

■ *Blandine Clerget est coordonnatrice aux activités éducatives à Action patrimoine.*



Les jeunes ont pris très au sérieux l'étape qui consistait à écrire un texte pour accompagner leur photo.

Photo : Blandine Clerget



OCULUS

RÉVISION

Révision linguistique
Rédaction
Correction d'épreuves

Conjuguer patrimoine et français

www.oculusrevision.com • T 418 999-2404





2016 : l'art de notre 30^e saison!

Refaire le premier beau détour de 1987 pour le 125^e anniversaire du peintre **RODOLPHE DUGUAY** chez lui, à Nicolet et visiter la toute nouvelle collection du **MUSÉE LAURIER** d'Arthabaska.

D'autres musées et la musique des festivals d'ici, des États-Unis et de France.

Demandez la brochure été-automne!

514 352-3621
www.lesbeauxdetours.com
En collaboration avec Club Voyages Malavoy
Titulaire d'un permis du Québec

EVOQ

ANCIENNEMENT FGMDA

ARCHITECTURE
DESIGN D'INTÉRIEUR
RÉNOVATION
RESTAURATION
CONSERVATION



evoqarchitecture.com



CATHÉDRALE SAINT-GERMAIN DE RIMOUSKI UN AVENIR EN PERSPECTIVE



À Rimouski, la fermeture de la cathédrale a soulevé un vif débat.

*Des chercheurs du Laboratoire d'archéologie et de patrimoine
de l'Université du Québec à Rimouski s'y sont invités, lançant
un vaste chantier de réflexion sur ce bâtiment emblématique.*

par Nicolas Beaudry, Jean-
René Thuot et Kurt Vignola

Début novembre 2014, le comité chargé de conseiller la fabrique Saint-Germain de Rimouski sur l'avenir de ses églises fait part de ses conclusions. Sans surprise, il recommande d'en fermer plusieurs pour rétablir la situation financière de la paroisse. La ca-

thédrale Saint-Germain, ouverte au culte en 1862, est du nombre. Des expertises ont révélé quelques mois plus tôt la détérioration de ses maçonneries et de sa couverture. La fabrique ne pouvant assumer le coût de sa rénovation, le comité préconise sa fermeture au printemps suivant, après Pâques. Mais l'état du bâtiment suscite rapidement l'inquiétude des

assureurs puis des autorités publiques, qui exigent l'érection d'un périmètre de sécurité. La fabrique fait clôturer le parvis et les côtés de l'église, avant que la Ville installe des blocs de béton et son propre grillage devant la façade. Avant même la fin novembre, la chute d'un éclat de plâtre dans la nef entraîne la fermeture immédiate de la cathédrale. Pour la première fois depuis un siècle et demi, les Rimouskois n'y célébreront pas Noël.

OPINION DIVISÉE

Ces événements suscitent des discours alarmistes, relayés dans les médias locaux. Le spectacle d'un monument clôturé en plein centre-ville, la fermeture soudaine de l'église puis la pose de filets de protection sur sa façade et ses contre-forts exacerbent les craintes : un quotidien montréalais annonce même que l'édifice « pourrait s'effondrer à tout moment ». Les préoccupations de la fabrique, déjà inquiète de ses finances, n'en sont que plus aiguës. Or, la cathédrale ne répond pas aux critères donnant accès à l'aide de l'État pour la restauration du patrimoine religieux, en grande partie parce qu'elle a été dépouillée en 1967 de son décor et de ses aménagements intérieurs (dont la plupart étaient postérieurs à la construction de l'abside en 1901) : tribunes, chaire, baldaquin et maître-autel ont alors disparu, tandis que mobilier et boiseries ont été remplacés. À cette époque, l'état du

Le centre-ville de Rimouski
et sa cathédrale, vus de l'île
Saint-Barnabé

Photo : Jean-René Thuot

bâtiment et le renouveau liturgique de Vatican II ont imposé une réfection majeure, menée par l'architecte rimouskois Firmin Lepage. Cette transformation divise les Rimouskois, et les médias locaux se font l'écho des jugements les plus sévères : ainsi « charcuté », le lieu de culte n'aurait « aucune valeur patrimoniale ». Les tenants de ce discours reconnaissent pourtant du même souffle le caractère emblématique d'un monument dont la silhouette sculpte celle de la ville. La Société rimouskoise du patrimoine (SRP) prend rapidement la défense de la cathédrale, et quelques voix expriment l'attachement de la communauté pour sa grande église. Entre le fatalisme des uns et le désarroi des autres, la fabrique offre une écoute attentive et sensible, mais affiche une attitude prudente : la démolition n'est pas exclue.

ÉLARGIR LE REGARD

Sans prendre parti sur l'avenir de la cathédrale, des enseignants-chercheurs du Laboratoire d'archéologie et de patrimoine (LAP) de l'Université du Québec à Rimouski décident de mettre à profit leur expertise pour ouvrir des pistes de réflexion. Au-delà des idées reçues et des jugements de valeur, que peut révéler ce monument ? Comment apprécier son parcours historique et saisir les significations qui lui sont attachées ?

Dès novembre 2014, le LAP invite des spécialistes à contribuer à un ouvrage collectif, à paraître en 2016, qui abordera diverses dimensions de la cathédrale : historique, géographique, architecturale, archéologique et patrimoniale. À

partir de décembre 2014, son équipe s'investit, avec l'accord de la fabrique et le concours d'étudiants bénévoles, dans la description et l'étude de l'église elle-même. Parmi les démarches entreprises : l'exploration préliminaire et le dépouillement de fonds d'archives institutionnels et privés ; la numérisation de documents iconographiques ; l'inventaire des objets liturgiques et des objets d'art ; un inventaire archéologique du sous-sol, où sont visibles les fondations du premier état de l'église et où reposent toujours des défunts ; la numérisation 3D du bâtiment ; la collecte de témoignages parmi le clergé, le personnel de la fabrique et les paroissiens.

Les travaux de recherche du LAP attirent l'attention des journalistes et du public dès février 2015. Au cours de l'hiver, les médias locaux renouvellent leur discours à mesure que se manifestent de nouveaux interlocuteurs.

En mai 2015, le LAP partage ses résultats préliminaires avec la communauté au cours d'une journée intitulée « La cathédrale de Rimouski dans tous ses états », tenue dans le cadre du Congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) à Rimouski. La salle paroissiale qui occupe l'ancienne sacristie, rouverte au public pour l'occasion, abrite une exposition sur l'histoire humaine et matérielle de la cathédrale Saint-Germain. Des documents iconographiques et des objets, pour la plupart inédits, mettent en scène ses bâtisseurs, son architecture et son décor, ses instruments liturgiques, sa musique sacrée et ses œuvres d'art ; d'autres font



En 2014, on a érigé un périmètre de sécurité autour de la cathédrale et posé des filets de rétention sur le bâtiment.

Photo : Jean-René Thuot



Une étudiante travaille ici à l'inventaire des objets liturgiques de la cathédrale.

Photo : Nicolas Beaudry



Photo : Pierre-André Lalanne



Intérieur de la cathédrale en 1920 (en bas) et en 2015, soit avant et après le retrait de son décor

Source : Centre d'archives de la congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire

valoir son potentiel archéologique; d'autres enfin évoquent sa place dans la vie, le paysage et la mémoire des Rimouskois. L'exposition se révèle aussi une occasion de rencontres, souvent chargées d'émotions, entre chercheurs et paroissiens. L'équipe propose en outre des visites guidées du centre-ville, dont l'une en collaboration avec la SRP. Les circuits mettent en évidence le rôle déterminant de la cathédrale dans l'émergence et le développement de la métropole du Bas-Saint-Laurent. La journée se conclut au Cégep de Rimouski. Dans une conférence, l'historien de l'architecture et spécialiste du patrimoine religieux Luc Noppen recadre le débat dans le contexte plus large de la transition que connaît le patrimoine religieux au Québec. Suivent une table ronde sur la « valeur » à attribuer au monument rimouskois et des échanges avec le public.

Comme l'indique son titre, cette journée vise à souligner la richesse historique et culturelle de la cathédrale « dans tous ses états », et non seulement comme un édifice en deux temps déterminés par la réfection controversée de 1967. Elle propose de l'envisager selon une grille de valeurs dépassant les critères administratifs. Malgré le programme chargé de l'Afcas, le public répond présent à l'invitation du LAP et les médias accordent une belle couverture à l'activité.

REDÉFINIR LA VALEUR PATRIMONIALE

La SRP cherche pour sa part à retourner les jugements sévères portés sur la réfection de 1967. Ce qu'elle fait valoir? Que la cathédrale a subi aupa-

ravant d'autres remaniements majeurs, mais que celui-là est remarquable parce qu'il conjugue la modernité de son temps et le souci de restaurer, dans son dépouillement, l'esprit néogothique du décor d'origine signé par Victor Bourgeau en 1859. Pari réussi. La fabrique lui confie au printemps 2015 le mandat de préparer une nouvelle demande de classement, déposée en novembre dernier au ministère de la Culture et des Communications, pour faire reconnaître la valeur patrimoniale de la cathédrale, œuvre de Lepage comprise.

UN AVENIR SE DESSINE

Aujourd'hui, ces actions semblent porter leurs fruits. Des gens d'affaires rimouskois, regroupés depuis avril 2015 sous le nom de Cathédrale 1862, se sont mis à la recherche de partenaires pour trouver un autre usage au bâtiment. Leur comité envisage notamment un partenariat avec une coopérative culturelle en quête d'un nouveau toit. Il a mandaté une firme d'architectes pour qu'elle évalue les coûts d'un changement de fonction de l'édifice. Si on ne sait pas encore ce que deviendra la cathédrale Saint-Germain, il semble que sa destruction ne soit plus une option. Des voix se font même entendre pour demander la réouverture de l'église et le maintien de sa vocation religieuse. Les membres du LAP poursuivent leurs travaux sur la cathédrale. Leurs étudiants profitent de la plus-value qu'un tel chantier apporte à leur formation, que ce soit dans le cadre de cours ou dans celui d'activités de recherche et de diffusion. Quant aux enseignants-chercheurs, ils découvrent

au fur et à mesure l'intérêt et la complexité de leur objet d'étude: ils prévoient déjà publier dans un deuxième ouvrage l'abondante documentation iconographique qu'ils ont rassemblée et les résultats de l'inventaire archéologique.

Un an après la fermeture de la cathédrale Saint-Germain, l'évolution des discussions sur son avenir s'avère révélatrice. Elle laisse voir que l'opinion publique et les médias jouent un rôle dans la définition des termes du débat et dans ses orientations successives. Mais elle laisse voir aussi que le débat peut susciter des initiatives locales distinctes, complé-

mentaires sans être forcément concertées. L'originalité de ce cas tient peut-être à la contribution d'une équipe de chercheurs qui, sans prendre parti, a voulu donner à la réflexion des bases saines. Plus l'objet sera connu, plus divers seront les regards et les appréciations portés sur lui, plus dense et plus riche sera son histoire. Et plus grande, peut-être, sera sa valeur aux yeux des Rimouskois.

Nicolas Beaudry, Jean-René Thuot et Kurt Vignola sont membres du Laboratoire d'archéologie et de patrimoine de l'Université du Québec à Rimouski.



Les participants à la journée « La cathédrale de Rimouski dans tous ses états » ont pu visiter l'exposition du même nom à la salle communautaire Saint-Germain de la cathédrale.

Photo: Pierre-André Lalanne

LES TOITURES TOLE-BEC INC.

Toitures Traditionnelles

- à Baguettes
- à Joints Debouts
- à la Canadienne

- Cuivre
- Cuivre Étamé
- Acier Pré-peint
- Galvanisé
- Ardoise

- Entreprise Familiale -

1212 Tellier, St-Vincent-de-Paul, Laval

Site internet: **(450) 661-9737 www.tole-bec.com**

POUR VIVRE UNE EXPÉRIENCE DIFFÉRENTE, TOTALEMENT HUMAINE

« »

MUSÉE DE LA MÉMOIRE VIVANTE

POUR LA CONTINUITÉ DE LA MÉMOIRE

Nouvelle exposition

ÉMOTIONS

Georges De Roy, photographe

Autres expositions

Souvenirs de table

Partir pour la famille, croyance et réalité

Léon Trépanier, journaliste-villégiateur

710, av. De Gaspé Ouest, Saint-Jean-Port-Joli G0R 3G0

418 358-0518

information@memoirevivante.org

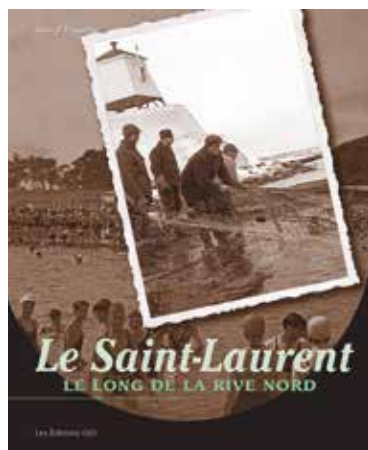
www.memoirevivante.org



DESSINE-MOI UNE MODERNITÉ

Sous la direction de Jacques Des Rochers et Brian Foss, *Une modernité des années 1920 à Montréal* constitue la première grande étude consacrée au Groupe de Beaver Hall, une vingtaine d'artistes qui ont marqué de manière originale l'art pictural au Canada. Abondamment illustré par 350 images, ce bel ouvrage s'attarde au contexte urbain et culturel dans lequel le groupe a vu le jour. Il en relate les activités de 1920 à 1923 dans des ateliers de la côte du Beaver Hall, puis sa persistance malgré la dispersion de ses membres et, enfin, sa redécouverte dans les années 1960.

Musée des beaux-arts de Montréal et Black Dog Publishing, 2015, 352 pages, 49,95\$



Pêche aux souvenirs

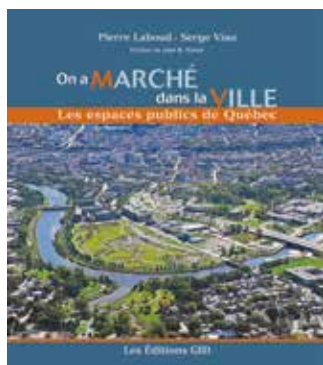
Premier de deux volumes consacrés au fleuve, *Le Saint-Laurent. Le long de la rive nord* de Marcel Paquette couvre les régions de Vaudreuil-Soulanges, Montréal, Lanaudière, la Mauricie, Québec, Charlevoix et la Côte-Nord. Comme tous les ouvrages de la collection « 100 ans noir sur blanc », il réunit quelque 180 photos d'archives datant de 1860 à 1960. L'auteur y privilégie les clichés de photographes locaux et des images peu diffusées jusqu'à présent. Ouvriers à l'usine, charpentier construisant une goélette, enfants fiers d'avoir attrapé un gros poisson, pêcheurs tranchant des morues au quai du village, badauds attendant l'arrivée d'un bateau, baigneurs; les scènes qu'on y trouve témoignent avec éloquence d'un siècle de vie le long du littoral.

Les Éditions GID, 2015, 208 pages, 34,95\$

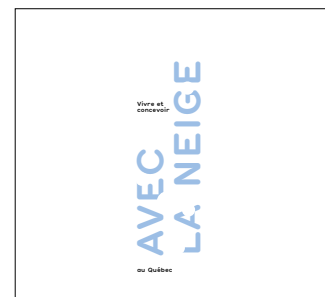
Espaces publics révélés

On a marché dans la ville de Pierre Lahoud et Serge Viau, préfacé par John R. Porter, s'intéresse à une cinquantaine d'espaces publics de Québec: ceux qui ont marqué l'histoire de la ville, qui ont changé son visage, qui sont devenus les chouchous de la population. Ponctué de quelque 250 photographies couleur et de nombreuses images d'archives, l'ouvrage s'attarde à l'évolution de ces sites et à la manière dont on a transformé l'espace pour les créer.

Les Éditions GID, 2016, 240 pages, 39,95\$



Des idées en rafale



La publication *Vivre et concevoir avec la neige au Québec* reproduit les contenus de l'exposition éponyme imaginée et produite par la Maison de l'architecture du Québec, sous la direction de la commissaire Sophie Gironnay. On y présente des projets d'architectes et de designers qui, plutôt que de travailler contre la neige, s'en servent pour nourrir leur créativité. Certaines créations répondent aux nécessités liées aux grands espaces ou proposent des visions globales et structurantes, d'autres s'inscrivent dans le quotidien de la ville ou dans ses festivités, d'autres encore s'affirment comme des laboratoires.

Maison de l'architecture du Québec, 2015, 128 pages, 28\$

Chronique de la Rive-Sud



Dans la collection « Une histoire d'appartenance », dirigée par Serge Lambert, les Éditions GID viennent de faire paraître un 11^e ouvrage. *Lévis* d'Yves Hébert raconte l'histoire des 12 municipalités qui existaient sur le territoire de l'actuelle ville de Lévis avant la fusion

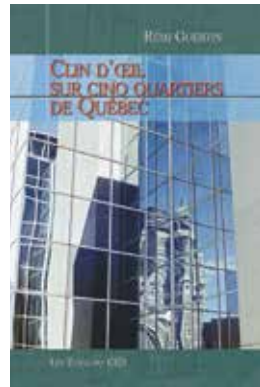
de 2002, un territoire équivalant du reste à peu près à la moitié nord de la seigneurie concédée à Jean De Lauson en 1636. Ce récit est livré au lecteur à travers 515 notices et 120 photographies d'archives.

Les Éditions GID, 2015, 218 pages, 34,95\$

Cinq espaces dans le temps

Clin d'œil sur cinq quartiers de Québec de Rémi Guertin porte sur les secteurs D'Estimauville et Pointe-aux-Lièvres, l'îlot Berthelot, l'arrondissement de Sillery et le Trait-Carré de Charlesbourg. L'auteur se penche sur la manière dont le passé de ces quartiers influence leur devenir. Plus largement, il s'intéresse à la dynamique urbaine qui module le développement de la capitale.

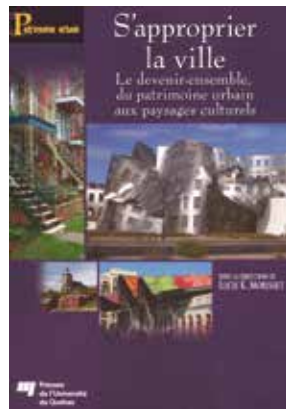
Les Éditions GID, 2015, 216 pages, 24,95\$



Question d'appartenance

Une vingtaine de spécialistes de divers horizons (études urbaines, géographie, ethnologie, design, muséologie, sociologie, architecture), dont la directrice du projet, Lucie K. Morisset, ont participé à l'élaboration de *S'approprier la ville*. Les auteurs y explorent la question de l'appartenance en se penchant sur la manière dont on vit la ville et dont on la fabrique, de Montréal à Tokyo, en passant par Las Vegas, Barcelone, Prague et Belgrade. Ils cherchent ainsi à cerner l'image des métropoles et des communautés culturelles de même que la manière dont ces représentations interagissent.

Presses de l'Université du Québec, 2015, 368 pages, 42\$



Récit fondateur

Jeanne Mance, cofondatrice de Montréal, a été désignée personnage historique par le ministère de la Culture et des Communications en 2013. À l'approche du 375^e anniversaire de la métropole, les Éditions Fides publient une édition mise à jour de la biographie *Jeanne Mance* de Françoise Deroy-Pineau. Dominique Deslandres, professeure d'histoire à l'Université de Montréal, en signe la nouvelle préface.

Fides, 2016, 144 pages, 9,95\$



Les coulisses du Quartier des spectacles

Le *Quartier des spectacles et le chantier de l'imaginaire montréalais* raconte l'histoire de ce pôle culturel dont l'idée est née au tournant des années 2000. Ce grand projet urbain a transformé un secteur mythique de l'est du centre-ville de Montréal (ancien faubourg, Red Light, Quartier latin et centre des affaires francophone) et redéfini la manière de construire et d'occuper l'espace. Premier ouvrage à lui être consacré, le livre de Simon Harel, Laurent Lussier et Joël Thibert aborde le sujet dans une perspective multidisciplinaire.

Presses de l'Université Laval, 2015, 240 pages, 24,95\$



Un système persistant

Réalisé sous la direction de Benoît Grenier et Michel Morissette, avec la collaboration d'Alain Laberge et Alex Tremblay Lamarche, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec* propose une approche novatrice du régime seigneurial, ce système dont les paysages du Québec portent toujours l'empreinte. Réunissant des textes de 13 auteurs, l'ouvrage s'attarde à la question de la propriété et de l'autorité. Mais surtout, il a l'audace d'insister sur la persistance du régime seigneurial après son abolition en 1854, soit jusqu'au Québec de Duplessis.

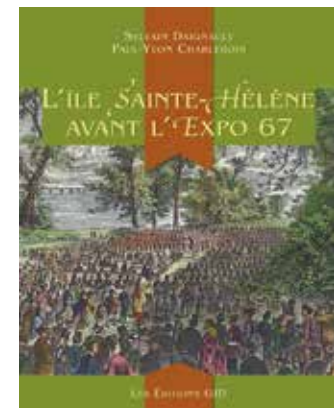
Septentrion, 2016, 488 pages, 34,95\$



La vie avant l'Expo

Fruit d'une recherche de plus de six ans, *L'île Sainte-Hélène avant l'Expo 67* de Sylvain Daignault et Paul-Yvon Charlebois se concentre sur l'histoire de ce lieu, de son occupation. Et révèle des faits méconnus! Par exemple, saviez-vous que l'île Sainte-Hélène a été rattachée à la seule baronnie du Canada, celle de Longueuil? Ou encore que 25 ans avant la tenue de l'Exposition universelle de Montréal, elle a servi de camp d'internement pour des prisonniers de la Seconde Guerre mondiale? Encore plus à découvrir au fil de la lecture...

Les Éditions GID, 2015, 288 pages, 34,95\$



TÉMOINS MODERNES: DÉFIER LA FATALITÉ



Il y a encore de l'espoir pour l'église Saint-Gérard-Majella de Saint-Jean-sur-Richelieu puisque le ministère de la Culture et des Communications se penche actuellement sur son possible classement.

Photo: Josiane Noiseux

En janvier dernier, Action patrimoine envoyait une lettre à la ministre de la Culture et des Communications du Québec, M^{me} Hélène David, lui demandant d'examiner rapidement la question du classement de l'église Saint-Gérard-Majella. Ce que le ministère fait actuellement. Situé à Saint-Jean-sur-Richelieu, ce lieu de culte conçu par l'architecte Guy Desbarats est considéré comme une œuvre exceptionnelle du patrimoine religieux moderne du Québec. Il est présentement menacé de démolition pour faire place à un ensemble domiciliaire. Son classement pourrait prévenir un tel sort. Selon le promoteur immobilier qui a acheté le bâtiment, «il y a beaucoup d'églises pas mal plus belles que celle-là». D'après le conseiller municipal, le projet de remplacement est intéressant pour la Ville, car on parle d'un immeuble de qualité: ce dernier comprendra des stationnements souterrains et des ascenseurs...

Les menaces pesant sur Saint-Gérard-Majella ne sont malheureusement pas les seules du genre au Québec. Pensons simplement aux églises Notre-Dame-de-Fatima à Saguenay (que l'on projette de remplacer par une œuvre commémorative) et Sainte-Maria-Goretti à Québec. Dans ce second cas, le promoteur justifie la demande de démolition par ces quelques mots: «C'est bien plus laid avec ce qu'il y a là», en pointant l'église qu'il a lui-même laissée à l'abandon une fois son acquisition faite. Là encore, on promet des immeubles en copropriété en guise de remplacement.

Les défis liés au patrimoine religieux sont connus au Québec. Toutefois, force est de constater que les églises de l'époque moderne font face à un écueil supplémentaire: elles sont mal-aimées. On les trouve laides; on préfère de loin leurs consœurs plus anciennes, qui auraient apparemment plus de «valeur».

Pourtant, plusieurs églises modernes ont une valeur patrimoniale remarquable, comme le démontrent le Répertoire du patrimoine culturel du Québec ou encore l'inventaire des lieux de culte du Conseil du patrimoine religieux du Québec. Elles sont, pour la grande majorité, des œuvres architecturales d'exception. Seulement, promoteurs, élus et citoyens semblent peu outillés pour les apprécier adéquatement.

Les églises modernes sont un apport majeur à l'architecture québécoise. Elles nous renseignent sur une époque riche en transformations au Québec, tant sur le plan religieux et architectural que de la société en général, qui est alors en mutation. Leur architecture est exceptionnelle et monumentale. Ces édifices recèlent plusieurs prouesses techniques et un langage architectural sculptural souvent unique. Leur implantation, majoritairement en plein cœur des banlieues d'après-guerre, témoigne d'une époque de transition où les noyaux paroissiaux prennent encore une certaine place dans l'organisation de la société, mais où des gestes simples d'aménagement des parcelles accueillant les nouvelles églises distinguent le profane du sacré.

Que dirons-nous dans quelques décennies, lorsque tous ces témoins auront disparu? Quand tout un pan de notre histoire collective aura été démoli et remplacé par des copropriétés de piètre qualité et des résidences pour aînés construites à la hâte et

en trop grande quantité? Louangerons-nous toujours leurs ascenseurs et stationnements souterrains?

Il ne s'agit pourtant pas d'une fatalité. Mentionnons seulement l'église Saint-Mathias-Apôtre de Montréal, recyclée en restaurant-entreprise d'insertion et d'économie sociale (le Chic Resto Pop), l'église Saint-Denys-du-Plateau à Québec, transformée en bibliothèque municipale largement appréciée de la population (la Bibliothèque Monique-Corriveau), l'église Notre-Dame-de-La-Baie, reconvertie en salon funéraire, ou encore l'église Sainte-Germaine-Cousin, récemment intégrée dans un projet immobilier de Montréal. Tous ces cas démontrent qu'il est possible et même avantageux de tirer profit de l'architecture de ces constructions uniques.

Le patrimoine religieux moderne est majoritairement menacé par des pressions liées au développement urbain des milieux où sont implantées les églises. Or, comment évaluer collectivement la pertinence d'une démolition annoncée sans être bien outillé pour à la fois juger convenablement de la qualité du patrimoine menacé et de la qualité architecturale du projet de remplacement? Car il est là le véritable enjeu, double: le manque de connaissances et d'appréciation de ce type de patrimoine unique et la vraie valeur des projets de remplacement qui le menacent.

Le ministère de la Culture et des Communications a récemment annoncé l'inclusion des églises construites entre 1945 et 1975 et dont la valeur est jugée exceptionnelle à son



Photo : Saul Rosales, Rayside Labossière architectes

programme d'aide financière à la rénovation des lieux de culte. C'est certainement un pas dans la bonne direction pour la préservation des églises modernes. Par ailleurs, les succès de recyclage, de préservation et d'intégration des églises modernes cités précédemment ont quelques leçons à nous apprendre.

VALORISER LES OPINIONS D'EXPERTS

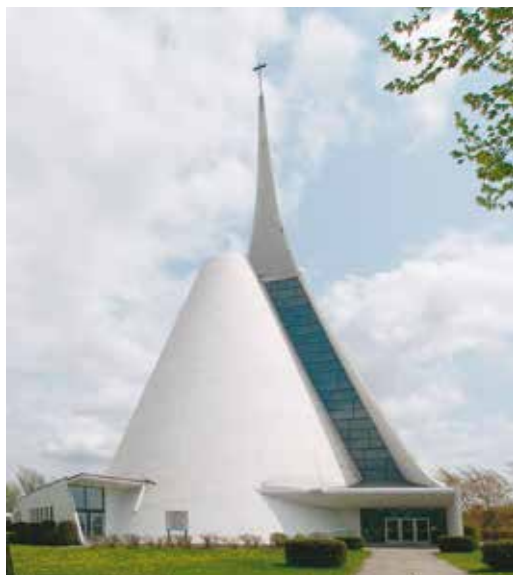
Architectes, urbanistes, designers urbains, aménagistes, spécialistes en patrimoine, historiens et autres experts nous renseignent sur la valeur du bâtiment patrimonial, mais aussi sur l'importance qu'il peut prendre pour le milieu. Cette valorisation aide à sortir du discours subjectif du beau et du laid, qui ne contribue en rien au débat de fond. Nous ne pourrions passer sous silence l'importance des évaluations patrimoniales dans le processus décisionnel de conservation, mais surtout celle de leur diffusion. Payées à même les fonds publics, les études se doivent d'être connues et diffusées auprès de la population et des habitants des secteurs concernés. Malheureusement,

certaines cas démontrent un message « contrôlé » par des acteurs au dossier qui font volontairement omission des conclusions et recommandations d'études patrimoniales. Comme le disait Voltaire, « on ne peut désirer ce qu'on ne connaît pas ».

SE DONNER DU TEMPS

Il faut donner la chance aux architectes, promoteurs et autres professionnels du milieu d'évaluer les options possibles pour récupérer le bâtiment. Cette étape demande un temps d'arrêt crucial et un travail en synergie pendant lequel l'entretien minimal de l'édifice doit être assuré. Trop souvent, on semble préférer faire table rase du passé et recommencer sur un terrain « vierge » pour y construire du neuf. C'est certainement plus facile, probablement moins risqué. Toutefois, nous devrions collectivement exiger davantage pour nos milieux de vie, en respectant certaines balises, afin de conserver notre histoire et notre identité. Le pastiche ou la récupération de petits éléments de décor intérieur ou de volumétrie extérieure réintégrés dans un bâtiment neuf

Le cas de l'église Sainte-Germaine-Cousin, intégrée dans un projet immobilier à Montréal, montre bien qu'il est possible de conserver les églises modernes en tirant parti de leur architecture exceptionnelle.



Pour en savoir plus sur l'église Notre-Dame-de-Fatima, lisez le texte de Marie-Dina Salvione, publié sur le site Web de Continuité (onglet « Collection » au sommaire du numéro 146).

Photo: Conseil du patrimoine religieux du Québec

sont rarement des solutions valables de protection du patrimoine, malgré ce que certains promoteurs et pouvoirs municipaux semblent croire.

TRANSCENDER LA QUESTION DE LA PROTECTION PATRIMONIALE

La protection patrimoniale par des mesures légales telles que le classement ou la citation municipale a ses limites. Tous les bâtiments ne peuvent obtenir ce genre de protection. Leur intérêt historique,

patrimonial et urbain n'en est pourtant pas moins important. Les bâtiments sans protection légale méritent-ils tous de passer sous les pics des démolisseurs sans aucune réflexion préalable? Par ailleurs, l'exemple de l'église Notre-Dame-de-Fatima à Saguenay, initialement citée par la Municipalité, démontre que dans sa forme actuelle, ce statut de protection n'offre malheureusement pas toutes les garanties nécessaires.

PROJET DE REMPLACEMENT

Advenant que la démolition soit inéluctable, la question du projet de remplacement est primordiale. Sans conteste, un projet devrait toujours être de meilleure qualité architecturale que ce qu'il remplace et représenter une plus-value pour la communauté où il s'installe, afin de justifier la destruction d'un bâtiment existant. Ce projet doit donc être connu avant l'autorisation de toute démolition. Les églises modernes ne font pas exception à cette règle simple. Les opinions d'experts en patrimoine et en architecture sauront encore aider à faire la lumière sur la véritable qualité des projets de remplacement par rapport à celle du bâtiment à démolir. Attention, le promoteur immobilier seul (ni même

la Municipalité) ne peut jouer ce rôle, car il est juge et partie. La population mérite également d'être consultée, afin qu'on obtienne ses réactions et opinions. Encore faut-il s'assurer que cette dernière possède toutes les informations pertinentes pour bien s'exprimer. L'exemple des églises modernes illustre l'importance de renforcer la culture architecturale au Québec, et ce, tant pour leur conservation que pour ce qui suivra. La création architecturale d'aujourd'hui sera le patrimoine de demain; pour l'heure, nous restons sur notre appétit. Des organisations telles que l'Ordre des architectes du Québec ont certainement intérêt à y voir, tout comme le gouvernement du Québec. Le cas de Saint-Gérard-Majella montre qu'il y a du chemin à parcourir pour contrer la banalisation de nos milieux de vie et de nos paysages urbains. Car jamais un ascenseur, un stationnement souterrain ou encore un pôle monument commémoratif ne pourront remplacer la perte d'œuvres architecturales de qualité.

■
Émilie Vézina-Doré, directrice d'Action patrimoine, et Alexandre Laprise, architecte

ACTION PATRIMOINE

Action patrimoine est un OBNL qui agit à l'échelle nationale pour protéger et mettre en valeur le patrimoine québécois. Depuis 1975, d'abord sous le nom de Conseil des monuments et sites du Québec, puis sous sa nouvelle dénomination, l'organisme poursuit sans relâche une mission de sensibilisation, de diffusion de la connaissance et de prise de position publique pour la sauvegarde du patrimoine bâti et des paysages culturels du Québec.

La chronique Point de mire reflète la position d'Action patrimoine dans certains dossiers chauds.

G & M BOURGUET

ANTIQUITÉS QUÉBÉCOISES

Rare inventaire de meubles québécois des XVIII^e et XIX^e siècles

Rare banc de galerie québécois
d'influence régency. Circa 1830.
Provenance : Cantons-de-l'Est.



Magnifique armoire québécoise
d'inspiration Adam dite « à portes
par en dedans » avec
sa couleur gris-bleu sur bleu
d'origine. Rare double caisson
à l'arrière.
Parfait état. Circa 1800-1820.
Inscription ancienne de sa
provenance dans la porte
gauche : Saint-Félix-de-Valois.



Rare coq de croix de
chemin provenant
de Saint-Benoît-
Labre, en Beauce.
Circa 1870.



Exceptionnel agneau québécois
en bois doré. Attr. Jean Baptiste
Côté. Seconde moitié
du XIX^e siècle.

Exceptionnel petit bureau
Louis XIII d'inspiration Mazarin
à sept tiroirs. Couleur et
quincaillerie d'origine,
clous de forge.
Parfait état. Circa 1780.
Provenance : Hôtel-Dieu de
Québec.



G & M
BOURGUET ANTIQUAIRE INC.

103, rue Saint-Pierre
Québec, Québec G1K 4A3
418 694-0896

Membre de l'Association canadienne des antiquaires

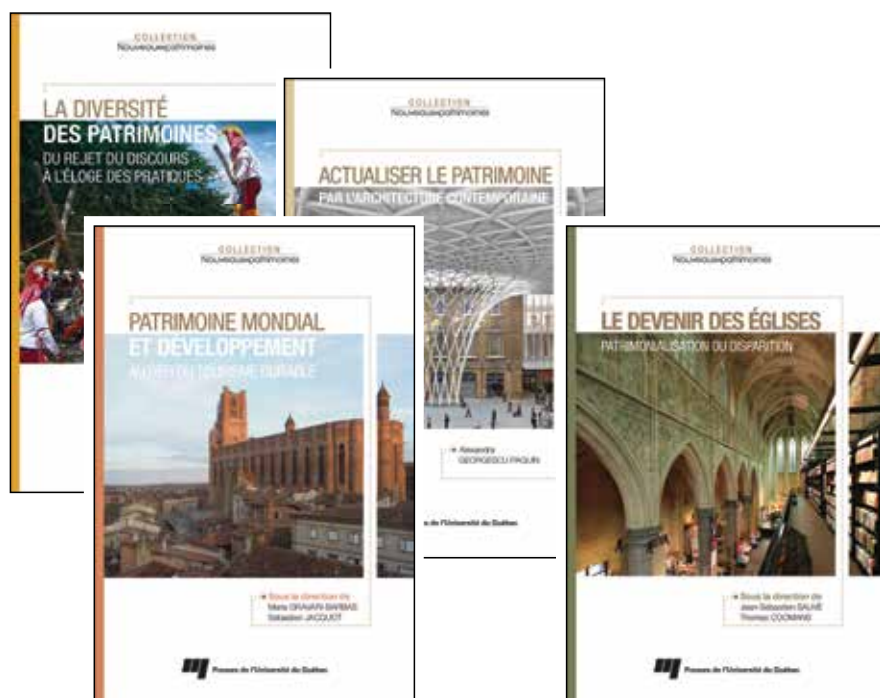
Le patrimoine sous toutes ses formes



COLLECTION PATRIMOINE URBAIN

Sous la direction de Lucie K. Morisset

De l'architecture à la ville et de la création à la commémoration, les ouvrages de cette collection auscultent la notion de patrimoine et les phénomènes de patrimonialisation.



COLLECTION NOUVEAUX PATRIMOINES

Sous la direction de Luc Noppen

Destinée aux travaux des chercheurs de la relève, cette collection cherche à valoriser des études et analyses sur les objets, les traces, les usages et les savoir-faire, mais aussi des représentations et des mémoires, selon une définition élargie des notions de patrimoine.